



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale



**« RENFORCER LES CAPACITÉS HUMAINES, INSTITUTIONNELLES, ADMINISTRATIVES ET
REGLEMENTAIRES POUR DE MEILLEURES POLITIQUES ET GESTION MACROÉCONOMIQUES
EN AFRIQUE CENTRALE »**

**EXECUTION DE L'ANNEE FISCALE 2025 - PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE
FISCALE 2026**

Mai 2025

AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :



Burundi



Cameroun



République du Congo



Gabon



Guinée équatoriale



République Centrafricaine



République démocratique du Congo



République démocratique de Sao Tomé-et-Principe



Tchad



Union européenne



République Populaire de Chine



MOT DU DIRECTEUR



Le développement des capacités qui englobe l'assistance technique, le renforcement des capacités et la formation est devenu un des moyens principaux à travers lesquels le FMI soutient ses états membres, notamment ceux en développement. AFRITAC Centre (AFC) est le fruit d'une initiative du Fonds monétaire international qui a souhaité répondre à une demande émanant de dirigeants africains désireux d'obtenir plus d'assistance technique pour leur continent ainsi qu'une aide au développement des capacités présentes sur place. Aux côtés d'autres partenaires au développement bilatéraux et multilatéraux, AFRITAC Centre soutient neuf pays membres : le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad.

AFRITAC Centre couvre donc sept pays fragiles, ce qui place le Centre au cœur de la nouvelle stratégie du FMI en faveur des pays fragiles et affectés par les conflits (FCS). Celle-ci consiste à apporter un soutien solide, adapté et à plus long terme aux pays membres vulnérables. Au-delà de l'approche habituelle, le programme de travail du Centre pour l'année fiscale 2024, qui marque le début de la phase quatre de son cycle de financement, s'est construit sur la base non seulement de la stratégies FCS, mais également en prenant compte les nouvelles thématiques émergentes.

Afin d'améliorer l'efficacité de l'appui apporté à nos pays membres, le Centre a continué d'expérimenter les missions en synergie entre ses domaines d'expertise. Une initiative fortement saluée par le Comité d'orientation.

Je suis heureux de vous annoncer l'arrivée de Madame **Amina Bambara Billa**, conseillère résidente en budget et contrôle des dépenses en remplacement de Monsieur **Ephrem Makiadi Ghonda**.

Le présent rapport présente la synthèse des réalisations du Centre durant l'année fiscale 2025. Le détail de ces activités se trouve dans les lettres trimestrielles publiées sur le site d'AFC ([Lettres trimestrielles](#)) dont la liste des acronymes et abréviations sont ci-dessous. Vous trouverez en annexe de ce rapport, le programme de travail de l'année fiscale 2026.

Liste des acronymes et abréviation

AE : Autorisations d'engagement	DGI : Direction générale des impôts
CP : Crédits de paiement	FCS : Pays fragile et/ou en conflits
AFC : AFRITAC Centre	FAD : Fiscal Affairs Department
AFW : AFRITAC Ouest	FCS: Fragile and Conflict-affected States
ATI : Centre de formation du FMI pour l'Afrique	FMI : Fonds monétaire international
BCC : Banque Centrale du Congo	GABAC : Groupe d'action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale
BCSTP : Banque centrale de Sao Tomé-et-Principe	GAR : Gestion axé sur les résultats
BEAC : Banque des Etats de l'Afrique centrale	GFP : Gestion des finances publiques
BM : Banque mondiale	ICD : Institut du FMI pour le développement des capacités
BRB : Banque centrale de la République du Burundi	OMD-AOC : Organisation mondiale des douanes, Afrique occidentale et centrale
CDMAP: Capacity development management administrative program	RAR : Reste à recouvrer
CEDEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	RBM : Result-based management
CEEAC : Communauté économique des États de l'Afrique centrale	RDC : République démocratique du Congo
CEMAC : Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale	SCN : Système de comptabilité nationale
CIAT : Centre interaméricain d'administration fiscale	SEPREC : Système d'Évaluation du Profil de Risque des Établissements de Crédit
CNA : Comptes nationaux annuels	SFP : Statistiques des finances publiques
CNT: Comptes nationaux trimestriels	SIGFiP : Système intégré de gestion des finances publiques
COBAC : Commission Bancaire de l'Afrique Centrale	SIGMAT : Système Interconnecté des Marchandises en Transit
COSUMAF : Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique centrale	TADAT : Tax Administration Diagnostic Assessment Tool
CUT : Compte unique du trésor	TOFE : Tableau des opération financiers de l'Etat
DGDDI : Direction générale des douanes et des droits indirects	TRE : Tableau des ressources et entrées
	TVA : Taxe sur la valeur ajoutée
	UE : Union européenne
	UEMOA : Union économique et monétaire Ouest-Africaine

Table des matières

I.	AFRITAC Centre : Présentation et contexte macroéconomique.....	8
A.	AFRITAC centre : Pays membres, partenaires et financement	8
B.	Contexte macroéconomique.....	11
C.	Stratégie et Logique d'intervention d'AFRITAC Centre	16
D.	exécution du programme des activités du Centre en fin avril 2025.....	17
E.	Les indicateurs de performance de la gestion axée sur les résultats	21
II.	Stratégie FCS, nouvelles priorités émergenteS et synergieS entre les domaines d'AFRITAC Centre	24
A.	La mise œuvre de la stratégie FCS au sein d'AFRITAC centre.....	24
B.	L'intégration des priorités nouvelles dans les missions d'AFRITAC centre	27
C.	Les synergies entre les domaines d'intervention	28
D.	Intégration régionale.....	30
E.	Intégration surveillance-programmes-DEVELOPPement des capacités	31
III.	Réalisations du 1 ^{er} mai 2024 au 30 avril 2025.....	32
	Burundi.....	33
	Cameroun.....	35
	République du Congo	36
	Gabon.....	37
	Guinée équatoriale	37
	République Centrafricaine	38
	République Démocratique du Congo (RDC)	41
	Sao Tomé-et-Principe.....	42

Tchad	43
CEMAC	45
Séminaires, Ateliers et cours régionaux.....	45
Participation d'AFC	46
IV. Outreach et communication	46
A. Mission du Directeur au sein des pays membres d'AFRITAC Centre	46
B. Comité d'orientation d'AFRITAC Centre.....	49
C. Stratégie de communication du Centre	49
V. Activités prévues pour l'année fiscale 2026	50
A. Synthèse des activités de l'année fiscale 2026.....	51
B. Changement du personnel au sein d'AFC	52

Liste des graphiques

Graphique 1 : PIB réel (Variation annuelle en pourcentage)	14
Graphique 2 : Dette en pourcentage du PIB	14
Graphique 3 : Indice du prix à la consommation (Variation annuelle en pourcentage)	15
Graphique 4 : Solde budgétaire global, dons compris (En pourcentage du PIB)	15
Graphique 5 : Compte courant extérieur, dons inclus (en pourcentage du PIB)	15
Graphique 6 : Réserves (Mois d'importations de biens et services)	16
Graphique 7 : Activités prévues durant l'année fiscale 2025 et celles réalisées en fin avril 2025 (en nombre, par domaines)	18
Graphique 8 : Activités prévues durant l'année fiscale 2025 et celles réalisées en fin avril 2025 (en nombre, par pays)	19
Graphique 9 : Activités réalisées au cours de l'année fiscale 2025 et ressources utilisées (en nombre)	20
Graphique 10 : Missions réalisées par catégories de ressources au cours de l'année fiscale 2025	21
Graphique 11: Graphiques des performances des résultats escomptés par domaine	23
Graphique 12 : Evolution des ressources allouées aux pays FCS depuis l'année fiscale 2019	24
Graphique 13 : Activités et ressources allouées aux pays FCSs au cours de l'année fiscale 2025 (en nombre)	25

Liste des tableaux

Tableau 1 : Statut des financements d'AFRITAC Centre au 30 avril 2025 (en milliers de dollars)	9
Tableau 2 : Taux d'exécution budgétaires par domaine au 30 avril 2025 (en milliers de dollars)	10
Tableau 3 : Taux d'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2025	18
Tableau 4 : Etablissements sélectionnés pour la communication	49
Tableau 5 : Nombre d'activités par domaines pour l'année fiscale 2025	51

Tableau 6: Programme des séminaires, immersions, et missions en synergie de l'année fiscale 2025.....	51
---	----

Tableau 7 : Budget de l'année fiscale 2026 (en dollar US)	52
---	----

Liste des encadres

Encadré 1: Gestion axée sur les résultats	21
---	----

Liste des réussites remarquables

<i>Réussite remarquable 1: République du Burundi.....</i>	<i>43</i>
---	-----------

<i>Réussite remarquable 2: République Centrafricaine.....</i>	<i>53</i>
---	-----------

<i>Réussite remarquable 3: République Centrafricaine.....</i>	<i>54</i>
---	-----------

Réussite remarquable 4: République du Tchad.....	59
--	----

I. AFRITAC CENTRE : PRESENTATION ET CONTEXTE MACROECONOMIQUE

A. AFRITAC CENTRE : PAYS MEMBRES, PARTENAIRES ET FINANCEMENT

- 1. AFRITAC Centre (AFC) est l'un des cinq centres régionaux de développement des capacités (AFRITAC) du Fonds monétaire international (FMI) en Afrique.** Le Centre renforce les capacités macroéconomiques des 9 économies qu'il couvre dans les différents domaines de son champ d'expertise dans le but de répondre à leurs besoins en développement des capacités, qui englobe l'assistance technique, le renforcement des capacités et la formation. Il travaille en étroite collaboration avec le siège du FMI et les partenaires au développement. Les offres de développement des capacités du Centre sont faites sur la base des besoins exprimés par les institutions ou pays membres.
- 2. Le Centre couvre neuf pays de la région centre Africaine.** En plus des six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine et Tchad), le Centre couvre également deux pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (la République du Burundi et la République Démocratique du Congo) et la République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe. AFC appuie aussi directement les quatre banques centrales notamment la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), la Banque centrale du Congo (BCC), la Banque de la République du Burundi (BRB) et la Banque centrale de Sao Tomé-et-Principe (BCSTP), de sa zone et les institutions sous-régionales de la CEMAC (la Commission de la CEMAC, la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF), le Groupe d'action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC), la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), etc.
- 3. Le champ d'expertise d'AFC est constitué de 13 domaines. Les domaines inclus** l'administration douanière, l'administration fiscale, l'analyse et prévisions macro budgétaires, le budget et le contrôle des dépenses, la comptabilité publique et la gestion de la trésorerie, les statistiques de finances publiques, les statistiques du secteur réel et des prix, les statistiques du secteur extérieur, les cadres macroéconomiques, les opérations de la banque centrale, la gestion de la dette publique, la régulation et la supervision bancaires et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
- 4. Les cycles du programme de travail du Centre et son financement sont organisés en Phase de cinq ans.** La Phase IV a débuté en août 2023 et s'achèvera en avril 2028. Le budget de

la phase IV s'élève à \$62,4 millions. Les activités seront financées à 70 pour cent par les partenaires, 20 pour cent par les pays membres et 10 pour cent par le FMI.

5. **Le Centre remercie ses partenaires pour leurs engagements au financement de la phase IV du Centre.** AFC est soutenu par ses pays membres et les partenaires au développement que sont l'Union européenne, la France, la Chine, la Belgique et l'Allemagne. Au cours de l'année fiscale 2024, deux pays membres, le Cameroun et la République du Congo, ont signé des engagements de financement rejoignant la République Centrafricaine et la République Démocratique du Congo. Le détail de la situation des contributions est présenté ci-dessous.

Tableau 1 : Statut des financements d'AFRITAC Centre au 30 avril 2025 (en milliers de dollars)

Informations sur l'accord/la modification					Contributions		
Partenaires/Membres	Date de signature	Devise	Montant	U.S.Dollars	Reçues	Demandées	Demandes futures
Partenaires				24.373	15.185		9.124
Belgique	09/12/2021	EUR	1.000	1.135	1.080		
Chine	21/12/2023	USD	2.500	2.500			2.500
Commission européenne	22/05/2023	USD	5.909	5.909	5.909		
Commission européenne	5/6/2024	USD	4.000	4.000	3.758		
France	19/4/2024	EUR	9.200	9.768	3.370		6.624
Allemagne	22/12/2022	EUR	1.000	1.061	1.067		
Partenaires							
Membres				5.700	2.538		2.300
Cameroun	02/04/224	USD	2.000	2.000		400	1.600
République centrafricaine	01/04/2024	USD	200	200	38		162
République Démocratique du Congo	8/8/2023	USD	2.500	2.500	2.500		0
Congo	25/06/2024	USD	1.000	1.000		462	538
Total				30.073	17.723	0	11.424
Transferts internes				854	854		
Initiative COVID19				66	66		
France				789	789		
Phase III - Renversement des soldes ¹				7	7		
Pays hôte et FMI							
Pays d'accueil							
FMI				13.225			

Pays d'accueil et FMI Total			13.225	-		-
Total général			44.152	18.577	-	11.424
Document de programme Budget			62,423			
Écart			-18.270			
1. Les transferts du solde de la phase III comprennent la part proportionnelle du Cameroun, de la RDC, de la BEI, du Gabon et des Pays-Bas qui ont accepté de passer à la phase actuelle.						

Source : Institut du FMI pour le développement des capacités (ICD)

6. **L'année fiscale 2025 a été marquée par un taux d'exécution de 100.3 pour cent.** Le budget total des activités des domaines couverts par le Centre pour l'année fiscale 2025 est de \$ **8,872,533**. A la fin de l'année fiscale 2025, \$ **8,897,068** ont été utilisés, soit un taux d'exécution budgétaire de 100.3 pour cent. Le budget du domaine de la gestion des finances publiques a été augmenté au cours de l'année fiscale pour soutenir la forte demande des pays membres dans le domaine des finances publiques. Par ailleurs, le domaine de l'administration fiscale, couvert par deux conseillers résidents, a été également été augmenté afin de répondre aux besoins croissants en termes de mobilisation des ressources dans les pays fragiles. Dans les domaines des statistiques, l'augmentation des coûts est liée au gap entre les coûts prévisionnels des séminaires et les coûts réels. L'augmentation des coûts administratifs, approuvée par le Comité d'orientation lors du comité de juin 2024, a permis l'expansion des bureaux du Centre et l'achat des fournitures, lié au renforcement de l'équipe d'experts à long-terme.

Tableau 2 : Taux d'exécution budgétaires par domaine au 30 avril 2025 (en milliers de dollars)

Projets	Budget (en dollars U.S.)	Dépenses (en dollars U.S.)	Exécution (Percentage)
Cadres macroéconomiques	354,057	80,522	23%
Gestion des finances publiques	2,159,287	2,671,846	124%
Administration douanière	694,743	697,571	100%
Administration fiscale	730,792	799,281	109%
Régulation et supervision bancaires	872,676	703,230	81%
Cours	200,000	111,389	56%
Statistiques macroéconomiques	693,221	773,875	112%
Statistiques des finances publiques	704,357	733,205	104%
Administration	711,604	954,694	134%

Gestion financière	30,000	23,876	80%
Gouvernance et évaluation	40,000	15,366	38%
Réserve budgétaire stratégique (2%)	138,029		
Sous-Total 1	7,328,766	7,564,856	103%
Gestion du fonds fiduciaire	513,014	529,540	103%
Sous-Total 2	7,841,780	8,094,395	103%
FMI	1,030,753	802,673	78%
Total général	8,872,533	8,897,068	100.3%

Source : Institut du FMI pour le développement des capacités (ICD)

7. **En complément des financements émanant du siège (FMI), les activités du Centre sont également financées par plusieurs sources de financement externes** : le domaine des statistiques du secteur extérieur a été financé par le fonds D4D (Data for Decision), celui de la gestion de la dette publique reste toujours financé par le fonds DMF (Debt Management Facility) et le domaine de la lutte contre le blanchiment de capitaux et financement du terrorisme est financé par le fonds de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT). Le domaine opérations de la banque centrale reste toujours financé par le Département du marché des capitaux du FMI (MCM). Les domaines administration fiscale et les cadres macroéconomiques sont financés en partie par leurs Départements respectifs, c'est-à-dire FAD et ICD. Les rapports des activités des domaines gestion de la dette publique et statistiques du secteur extérieur sont présentés en annexe de ce rapport.

B. CONTEXTE MACRECONOMIQUE

(L'analyse de cette section s'inspire du rapport semestriel sur les perspectives économiques régionales d'avril 2025, [Regional Economic Outlook for Sub-Saharan Africa, April 2025 | Recovery Interrupted](#))

8. **Les économies d'Afrique subsaharienne subissent de plein fouet les événements récents ayant affecté la reprise économique, qui avait été durement acquise.** D'après les prévisions actuelles, la performance économique régionale devrait s'établir à 3,8 pour cent en 2025 et 4,2 pour cent en 2026, soit une révision à la baisse de respectivement 0,4 et 0,2 point de pourcentage par rapport à octobre 2024. Cette situation est imputable en grande partie aux

turbulences de la conjoncture mondiale, illustrées par la baisse de la demande extérieure, la faiblesse des cours des produits de base et le resserrement des conditions financières, avec une dégradation plus marquée des perspectives des exportateurs de produits de base et des pays commercialement plus exposés aux États-Unis. L'accentuation des tensions commerciales et/ou un nouveau durcissement des conditions financières mondiales dans les pays avancés pourrait peser sur la confiance et l'activité en Afrique subsaharienne, et par ricochet faire augmenter simultanément les coûts d'emprunt.

9. **La conjoncture économique actuelle affecte également les pays membres d'AFC.**

Ces pays devraient afficher une croissance économique de 2,2 pour cent en 2025 contre 2,82 pour cent l'année dernière (soit une baisse de 0,62 point de pourcentage) confirmant la morosité des perspectives économiques. Malgré cette situation, le Centre est entièrement mobilisé aux côtés de ses pays membres afin de leur apporter le soutien nécessaire en matière de développement des capacités tout en s'alignant sur la stratégie du FMI en faveur des pays fragiles et/ou en conflits (FCS). Les pays de la CEMAC quant à eux devraient croître de 3,96 pour cent en 2025 (contre 4,31 pour cent en 2024, soit une baisse de 0,49 point de pourcentage), soit 0,14 point de pourcentage de plus que la performance régionale.

10. **L'endettement des pays de la région est relativement stable.** Les récentes évolutions surviennent dans un contexte de vulnérabilités existantes, en particulier dans les pays de la région qui font face à une pénurie de financement et une hausse des coûts d'emprunt qui limitent la capacité à financer des domaines essentiels pour le développement. L'endettement des pays de la région devrait afficher 61,51 pour cent du PIB en 2025 contre 61,04 pour cent du PIB en 2024, soit une hausse de 0,47 point de pourcentage. En 2025, le ratio d'endettement de la CEMAC devrait baisser de 0,74 point de pourcentage par rapport à 2024. Deux pays de la CEMAC, la République du Congo et le Gabon, ont un ratio d'endettement supérieur aux critères de convergence macroéconomiques sur la dette publique, qui stipule que le ratio d'endettement ne doit pas dépasser 70 pour cent. Ces pays devraient avoir un ratio d'endettement respectif de 91,40 et 79,23 pour cent en 2025 contre 95,44 et 73,40 pour cent en 2024. Les pays membres d'AFC devraient également voir leur ratio d'endettement baisser en 2025 pour s'établir à 47,41 pour cent en 2025 contre 47,79 pour cent en 2024.

11. **L'inflation en Afrique subsaharienne devrait baisser significativement.** En 2025, le niveau général des prix de la région devrait s'établir à 13,34 pour cent contre 18,33 pour cent l'année dernière, soit une baisse de 5 points de pourcentage. Cette situation pourrait s'expliquer par le durcissement des politiques monétaires qui a fait baisser l'inflation par rapport au pic de l'après COVID mesuré début 2023, et la diminution des prix des denrées alimentaires et de

l'énergie, qui pèsent lourdement dans le panier de consommation régional. Toutefois, l'inflation dans les pays membres d'AFC devrait augmenter de 0,35 point de pourcentage. L'inflation au Burundi est élevée en comparaison à celle de la région. En 2025, elle devrait s'établir à 39,08 pour cent contre 20,18 pour cent l'année dernière, ce qui affecte négativement le pouvoir d'achat de la population. En revanche, l'inflation dans la CEMAC devrait suivre une trajectoire légèrement haussière. Elle affiche en 2025 un taux de 2,91 pour cent contre 2,67 l'année dernière, soit une hausse de 0,24 point de pourcentage.

12. **Le déficit budgétaire et le solde extérieur devraient se stabiliser en 2025.** Les soldes primaires sont à présent inférieurs à leurs niveaux pré-pandémiques dans de nombreux pays, avec un solde médian qui s'est amélioré de 0,5 % du PIB en 2024, entraînant un assainissement budgétaire d'environ 2 points de pourcentage au total entre 2022 et 2024. Dans la CEMAC, le solde budgétaire global, subventions comprises devrait être à 1,09 pour cent du PIB contre 1,14 pour cent l'année dernière. Dans cette dynamique de resserrement du déficit, les pays d'AFC ne sont pas du reste. Ils devraient afficher un déficit de 1,41 pour cent en 2025 contre 1,79 pour cent en 2024, soit une légère amélioration du solde de 0,38 point de pourcentage. Les mesures d'ajustement budgétaire se poursuivront vraisemblablement en 2025, car il est toujours impératif de reconstituer les marges budgétaires et de réduire la dette. En Afrique subsaharienne, on devrait s'attendre à un solde extérieur, dons inclus de 2,49 pour cent en 2025 contre 1,72 pour cent en 2024, soit une hausse du déficit de 0,77 point de pourcentage. Le solde extérieur des pays de la CEMAC devrait se creuser légèrement et s'établir à 1,89 pour cent en 2025 contre 1,13 pour cent en 2024. En revanche, le solde extérieur des pays membres d'AFC devrait se resserrer à 0,68 point de pourcentage par rapport à 2024.

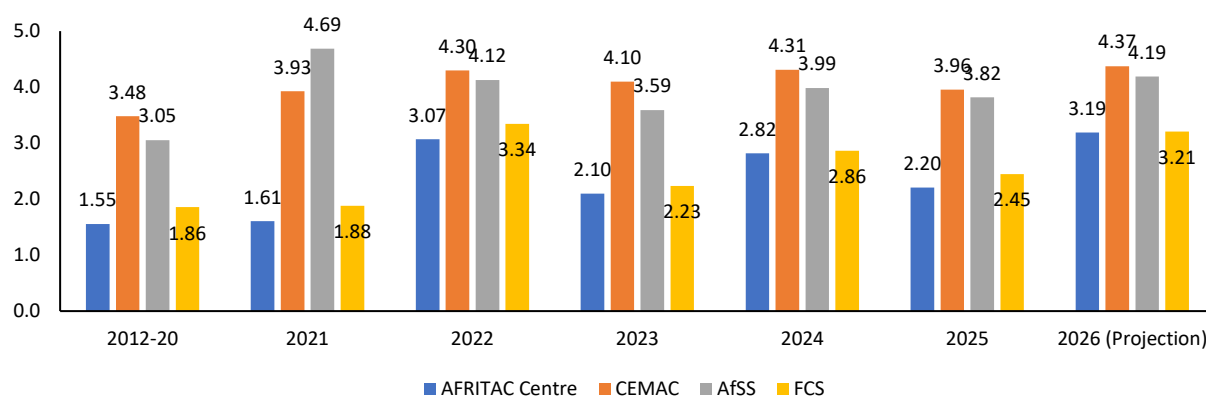
13. **Les réserves de change sont globalement stables dans la région.** La part des pays dont les réserves en devises dépassent trois mois d'importations a légèrement augmenté en 2024 (deux pays sur trois environ). Dans les pays de la CEMAC, on note une légère amélioration des réserves de change, notamment 4,50 en 2025 contre 4,3 mois d'importations en 2024. Cependant, en Afrique subsaharienne de manière globale, on devrait s'attendre à une baisse 0,07 point de pourcentage par rapport à 2024. Dans les pays FCS, l'on devrait s'attendre aussi à une baisse des réserves (3,76 en 2025 contre 4,01 mois d'importations en 2024).

14. **En somme, dans ce contexte incertain, il est recommandé de continuer de régler avec précision les politiques économiques et le développement des capacités garde toute son importance.** L'objectif principal est de promouvoir la croissance et le développement social sans compromettre la stabilité macroéconomique. Une plus grande importance est aussi actuellement accordée à la constitution de marges de manœuvre budgétaires et extérieures

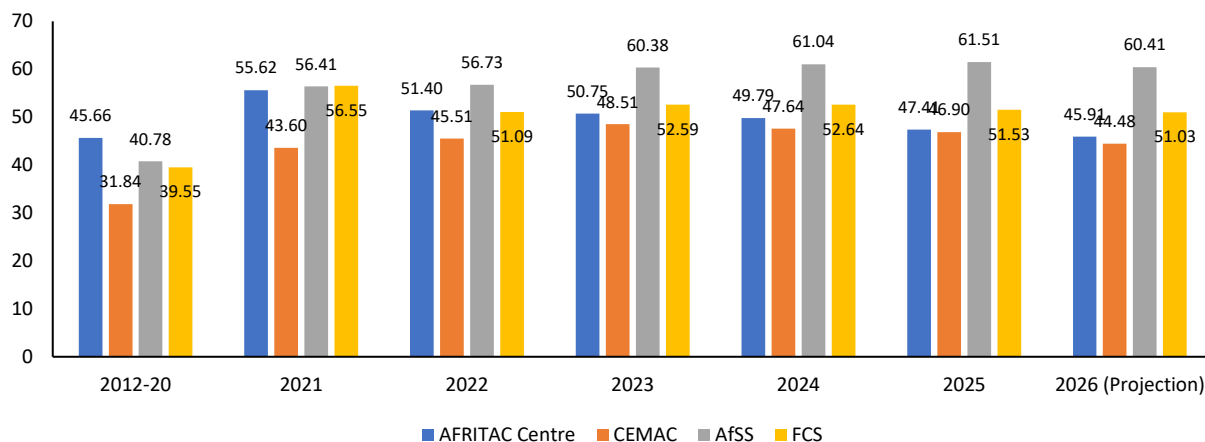
ainsi que la crédibilité et la cohérence des politiques économiques. Les autorités devront donc de plus en plus s'appuyer sur les sources de résilience de leurs pays et accroître les recettes intérieures, améliorer l'efficacité des dépenses et renforcer la gestion des finances publiques et les cadres budgétaires pour abaisser les coûts d'emprunt. Un effort particulier est attendu de la part du secteur privé afin d'atteindre les objectifs de développement à long terme. Les réformes structurelles qui renforcent la gouvernance, améliorent le climat des affaires et favorisent l'intégration commerciale régionale, mais aussi l'augmentation des investissements dans le capital humain et les infrastructures, peuvent créer un terrain plus propice à l'essor du secteur privé. AFC poursuivra son soutien à ses pays membres dans l'atteinte de ces objectifs tout en continuant de renforcer les capacités des administrations publiques dans le long terme.

15. **En Afrique subsaharienne, la prospérité est loin d'être garantie et dépendra du maintien des aides extérieures.** Pour les pays plus pauvres et plus fragiles de la région, l'appui financier des partenaires bilatéraux et multilatéraux est souhaitable car essentiel pour combler les besoins de financement de ces pays.

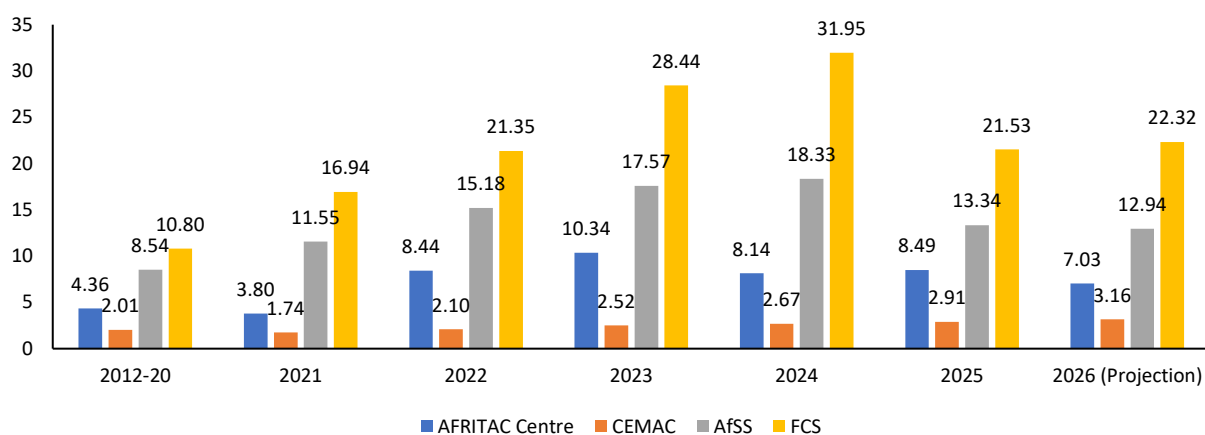
Graphique 1 : PIB réel (Variation annuelle en pourcentage)



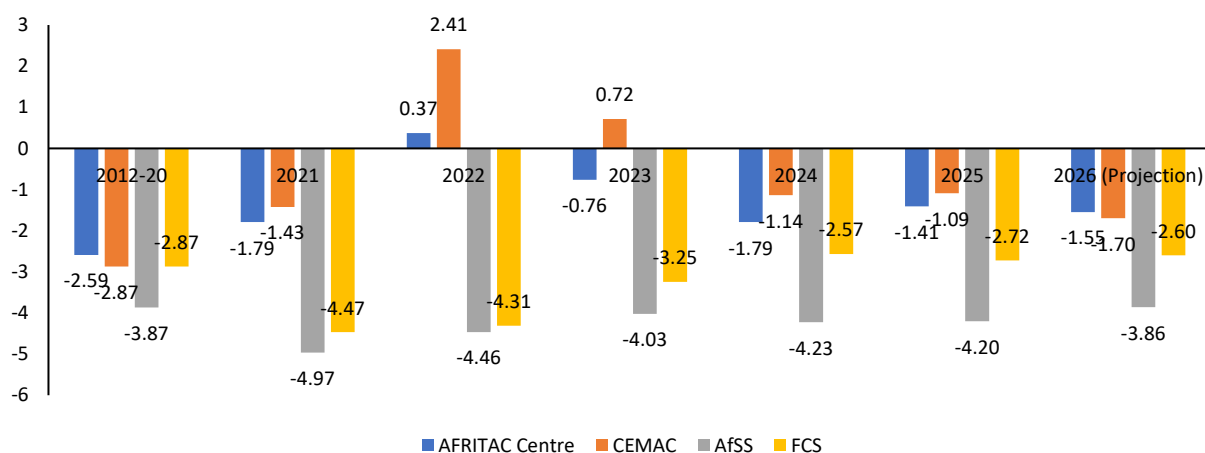
Graphique 2 : Dette en pourcentage du PIB



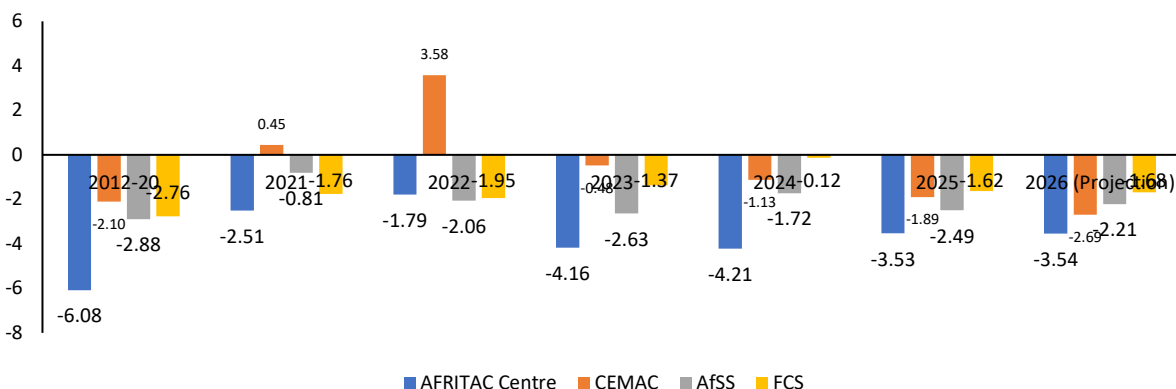
Graphique 3 : Indice du prix à la consommation (Variation annuelle en pourcentage)



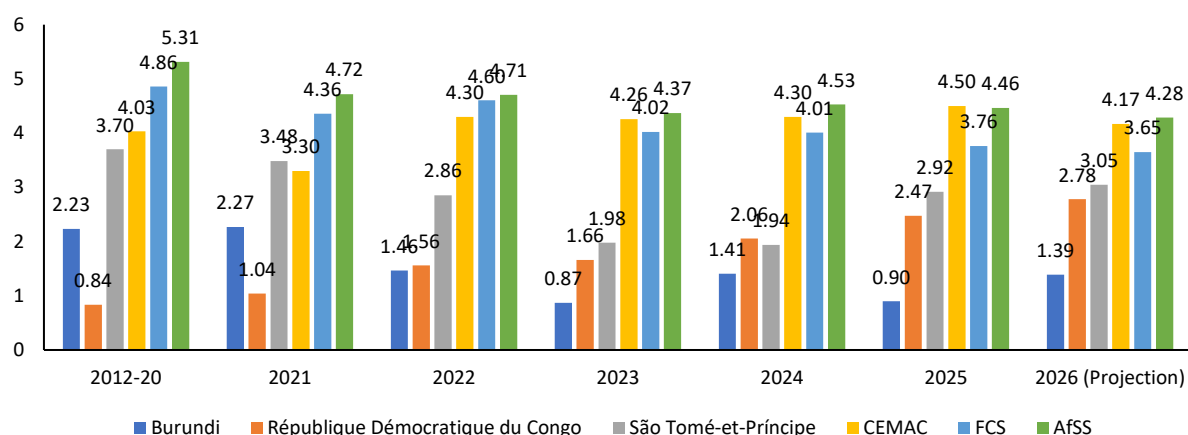
Graphique 4 : Solde budgétaire global, dons compris (En pourcentage du PIB)



Graphique 5 : Compte courant extérieur, dons inclus (en pourcentage du PIB)



Graphique 6 : Réserves (Mois d'importations de biens et services)



C. STRATEGIE ET LOGIQUE D'INTERVENTION D'AFRITAC CENTRE

16. **Le programme de travail d'AFC est basé sur les besoins identifiés par ses pays membres.** Au début de chaque année fiscale, les conseillers échantent avec les différentes institutions qu'ils appuient, dans le but d'identifier leurs besoins, afin de les prendre en compte dans l'élaboration du programme de travail du Centre. Sur la base des besoins exprimés, les conseillers essayent de déceler de potentielles synergies entre les domaines d'activités afin de mieux coordonner les activités de développement des capacités et favorisent l'efficacité dans les solutions apportées aux pays membres. La réunion annuelle du Comité d'orientation (CdO) valide le programme de travail du Centre élaboré par les conseillers ainsi que le budget pour l'année fiscale indiquée. Au cours de l'année fiscale, les pays membres ou institutions peuvent exprimer des requêtes d'assistance technique ponctuelles et urgentes non prévues dans le programme de travail. Ces demandes sont également approuvées par le Centre en fonction de la disponibilité du Conseiller concerné ou des ressources.

17. **AFC déploie son programme par le biais de divers types d'activités.**

- Missions menées par les conseillers résidents : ce sont des missions réalisées par les conseillers sur le terrain ou conjointement avec un expert de court terme ou avec le siège du FMI ;
- Missions en synergie : ce sont des missions réalisées par au moins deux conseillers résidents de domaines différents avec le concours ou non d'expert de court terme sur une thématique transversale. Les conseillers peuvent effectuer la mission conjointement ou l'une à la suite de l'autre.
- Missions menées par les experts de court terme : ces experts de court terme sont recrutés pour venir en appui aux Conseillers résidents du Centre ; ils font partie des listes d'experts présélectionnés par les départements techniques du FMI.
- Séminaires, ateliers, formations et cours régionaux : ce sont des activités qui regroupent des participants des pays membres, ceux des pays francophones non-membres (Comores et Madagascar, etc.) et institutions sous régionales sur des questions spécifiques. Ils peuvent se réaliser conjointement avec (i) d'autres Centres de renforcement des capacités¹; (ii) l'Institut du FMI pour le développement des capacités (ICD) et (iii) le Centre de formation du FMI pour l'Afrique (ATI) et (iv) les Départements d'assistance technique au siège du FMI. Les séminaires peuvent également être organisés en synergie avec d'autres Centres comme AFRITAC Ouest.
- Visites d'échange, d'immersion et d'apprentissage entre pairs : il s'agit des activités visant à faire profiter à un pays membre des bonnes pratiques déjà en cours dans un autre pays de la région dans le but de faciliter le processus d'émulation. Celles-ci s'étendent à des pairs de la zone couverte par l'AFRITAC de l'Ouest et même au-delà.

D. EXECUTION DU PROGRAMME DES ACTIVITES DU CENTRE EN FIN AVRIL 2025

18. **Sur les 187 activités prévues pour l'année fiscale 2025, 153 ont été réalisées, soit un taux de réalisation de 82%.** Les activités entièrement financées par le Centre ont été exécutées à **90%**, alors que celles financées en partie par le centre et en totalité par le Siège ont été exécutées à **64%**.

19. **Plusieurs raisons peuvent expliquer les taux de réalisation observés.** En ce qui concerne les activités entièrement financées par AFRITAC Centre, elles ont été en grande partie

¹ AFRITAC Ouest et AFRITAC Sud.

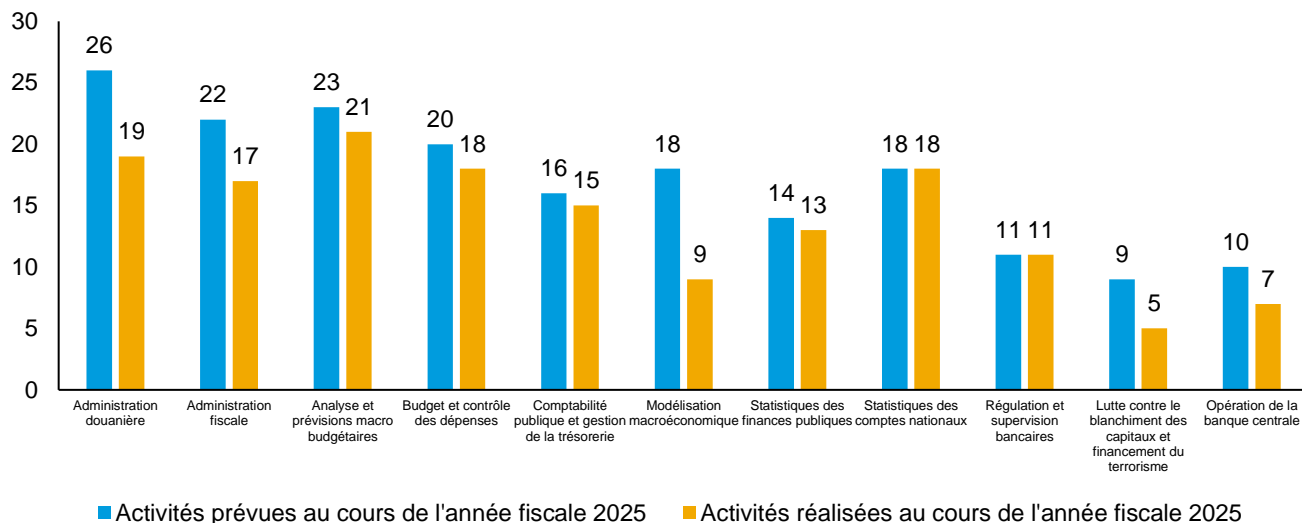
réalisées. Trois raisons pourraient expliquer l'écart d'exécution : notamment (i) le report de l'activité à l'année fiscale 2026, (ii) la réorientation des priorités du pays ce qui implique le changement des activités programmées, et (iii) l'indisponibilité des autorités. Pour les activités à financement mixte, le conseiller en charge du domaine cadres macroéconomiques couvre plusieurs pays en dehors des pays d'AFRITAC Centre. Son taux de réalisation concerne uniquement les réalisations au sein des pays membres d'AFRITAC Centre. C'est le cas également pour le conseiller en charge du domaine lutte contre le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme.

Tableau 3 : Taux d'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2025

Domaines entièrement financés par AFC	Activités prévues	Activités réalisées	Taux d'exécution
Administration douanière	26	19	73%
Analyse et prévisions macrobudgétaires	23	21	91%
Budget et contrôle des dépenses	20	18	90%
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	16	15	94%
Statistiques des finances publiques	14	13	93%
Statistiques des comptes nationaux	18	18	100%
Régulation et Supervision financières	11	11	100%
Sous total 1	128	115	90%
Domaines à financement mixte			
Administration fiscale (financé en partie par AFC)	22	17	77%
Cadres macroéconomiques (financé en partie par AFC)	18	9	50%
Opération de la banque centrale (Entièrement financé par le Siège)	10	7	70%
Lutte contre le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme (Entièrement financé par le Siège)	9	5	56%
Sous total 2	59	38	64%
Total 1 et 2	187	153	82%

20. **Le graphique ci-dessous présente la répartition des activités par domaine.**

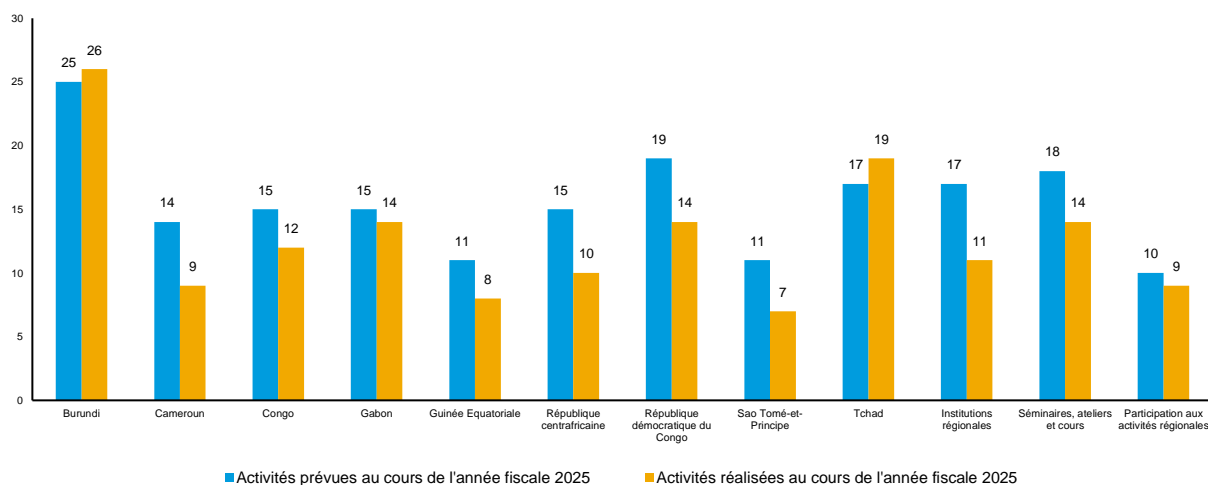
Graphique 7 : Activités prévues durant l'année fiscale 2025 et celles réalisées en fin avril 2025 (en nombre, par domaines)



Source : CDMAP

21. **Répartition des activités réalisées par le Centre par pays.** Au cours de l'année fiscale 2025, le Centre a réalisé 119 missions dans les pays membres, 11 missions au sein des institutions sous régionales, 14 séminaires et ateliers régionaux dont 6 organisées en synergie principalement entre les domaines gestion des finances publiques et gestion de la dette publique ; statistiques des comptes nationaux et statistiques des finances publiques, mais aussi avec AFRITAC de l'ouest. Les conseillers du Centre ont participé à 9 activités régionales. Les cadres des pays membres d'AFC ont également bénéficié d'une formation à Maurice sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressource naturelle.

Graphique 8 : Activités prévues durant l'année fiscale 2025 et celles réalisées en fin avril 2025 (en nombre, par pays)

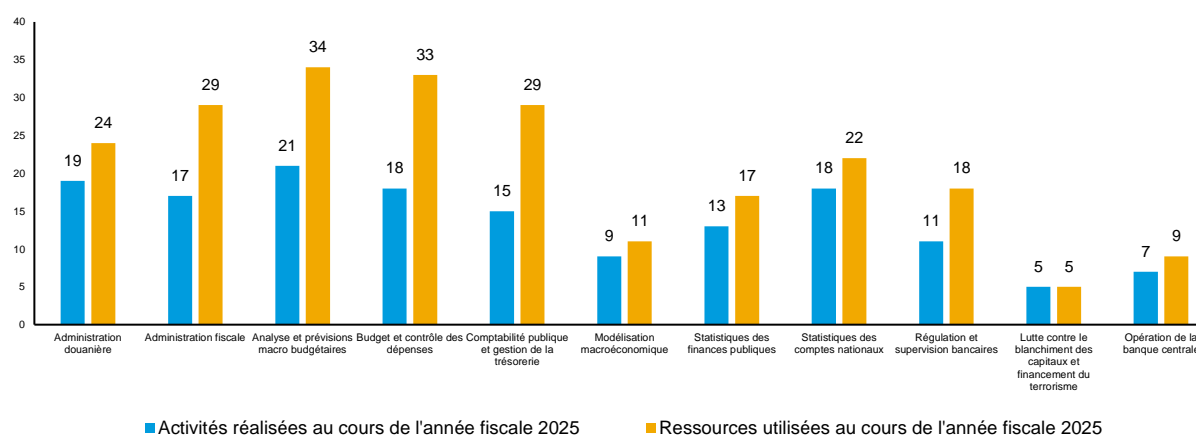


Source : CDMAP

22. **Au Burundi et au Tchad, les activités réalisées dépassent légèrement celles prévues en raison des besoins ponctuels exprimés par ces pays.** Les activités réalisées dans ces deux pays représentent 30% des activités du Centre.

23. **Au cours de l'année fiscale 2025, le Centre a réalisé 153 activités en utilisant 231 ressources (conseillers résidents et experts court terme).** Les domaines administration des revenus et gestion des finances publiques ont consommé plus de 60% des ressources. Ces ressources ont été déployées principalement dans les pays FCSs qui ont sollicité plusieurs appuis ponctuels non prévus dans le programme de travail, portant ainsi le taux d'allocation des ressources aux pays FCSs à 90%.

Graphique 9 : Activités réalisées au cours de l'année fiscale 2025 et ressources utilisées ²(en nombre)

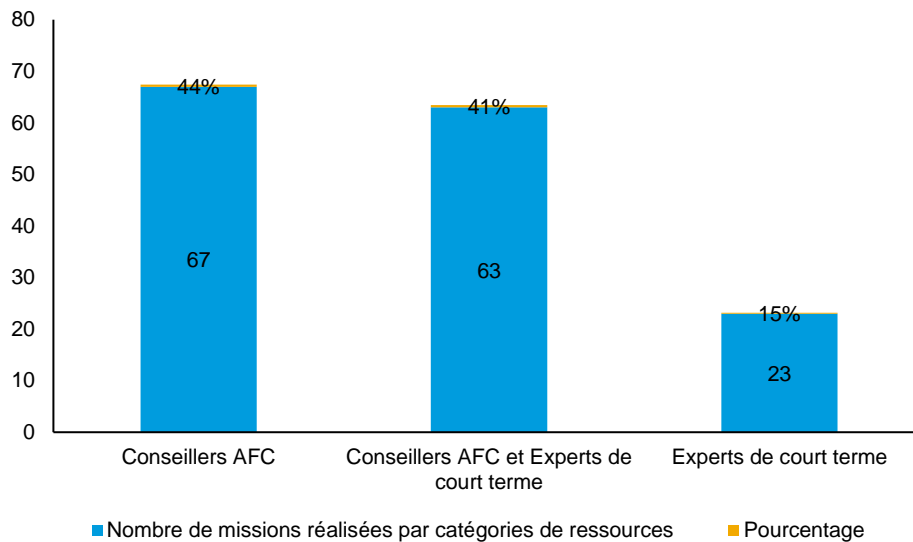


Source : CDMAP

24. **Les missions du Centre ont été majoritairement réalisées par les Conseillers résidents d'AFRITAC Centre.** Les experts de court terme ont également été recrutés pour venir en appui aux Conseillers. Ainsi, 67 missions ont été réalisées par les Conseillers résidents d'AFRITAC Centre au cours de l'année fiscale, soit 44% ; 63 missions ont été conjointement menées avec un expert court terme, soit 41% ; et 23 missions ont été réalisées uniquement par un expert de court terme recruté par le Conseiller du Centre, soit 15%.

² La ressource utilisée peut être un conseiller du centre, un expert de court terme ou les deux.

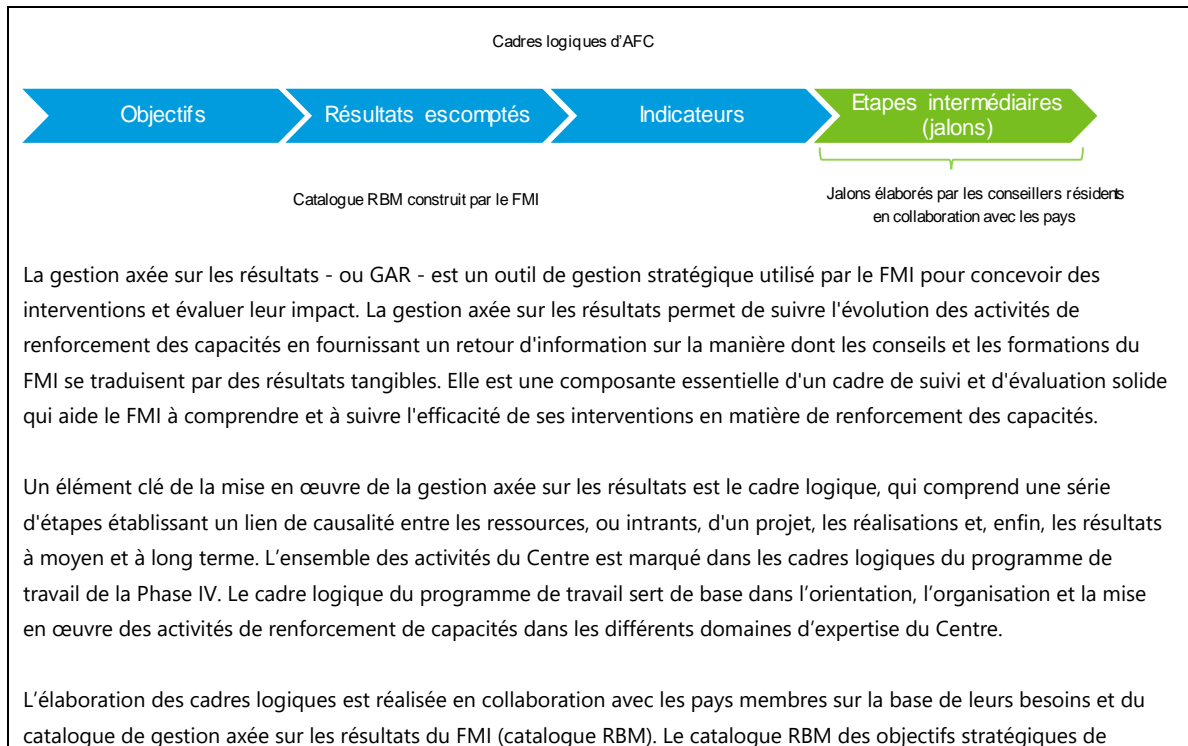
Graphique 10 : Missions réalisées par catégories de ressources au cours de l'année fiscale 2025



Source : CDMAP

E. LES INDICATEURS DE PERFORMANCE DE LA GESTION AXÉE SUR LES RESULTATS

Encadré 1: Gestion axée sur les résultats

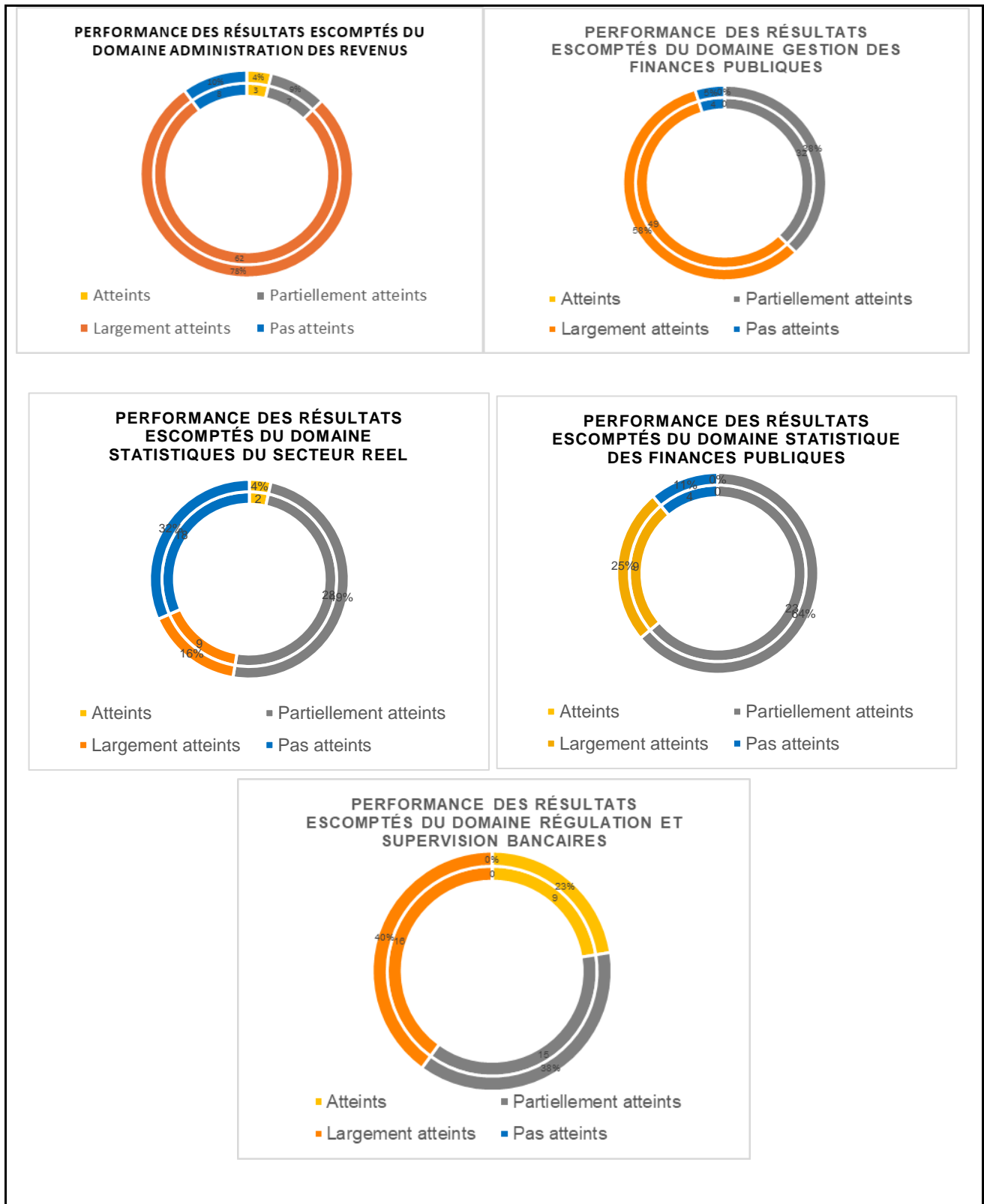


renforcement de capacités du FMI comprend : (i) les objectifs, qui sont les buts de haut niveau visés par les projets du FMI ; (ii) les résultats, qui font référence aux améliorations réelles que les pays visent grâce à l'aide du FMI ; (iii) les indicateurs, qui permettent de déterminer dans quelle mesure les résultats visés sont atteints. Les étapes intermédiaires ou jalons sont définis par les conseillers, en liaison avec les autorités (lors de l'élaboration des programmes de travail annuels), puis validés par le FMI, sur la base du cadre logique RBM et représentent les progrès à réaliser (ou réalisés) par les autorités pour atteindre les résultats fixés.

Source : AFRITAC Centre

25. **Depuis le début de la phase IV du programme de travail, en aout 2023, 250 résultats escomptés ont été identifiés dans le cadre logique du programme du Centre en début de phase.** Les cadres logiques des domaines du Centre évoluent en incluant des nouveaux objectifs stratégiques et des résultats attendus qui tiennent compte des nouvelles priorités émergentes. Ainsi, à la fin de l'année fiscale 2025, on dénombre 298 résultats escomptés dont 19 résultats ont été totalement atteints soit 6% ; 166 ont été largement atteints, soit 56% ; et 82 résultats ont été partiellement atteints en 2025, soit 28%.
26. **Les raisons de la non-atteinte des résultats escomptés au cours de l'année fiscale 2025 sont diverses.** Dans le domaine de l'administration de revenus, les résultats n'ont pas été atteints en République du Congo et République Démocratique du Congo car les autorités n'étaient pas disponibles pour recevoir les missions du Centre. Au Tchad, la raison avancée est le changement des priorités des autorités dans le domaine administration fiscale. Dans les domaines gestion des finances publiques, la non-atteinte des résultats est liée au changement dans les priorités, le transfert d'une activité à ICD (Diagnostic of macro fiscal Tool) et le report de certaines activités à l'année fiscale 2026. Dans le domaine statistique du secteur réel, la non-atteinte de résultats est en lien avec le report des activités en 2026. Dans le domaine de la régulation et la supervision bancaires, certaines activités pour la Banque Centrale du Congo qui étaient prévues en février 2025 ont été reportées à l'année fiscale 2026, en lien avec les évènements sécuritaires à l'est de la République Démocratique du Congo.
27. **La situation de fragilité de plusieurs pays couverts par AFC ainsi que les défis sécuritaires continuent de limiter l'atteinte des résultats attendus.** Au cours de l'année fiscale 2025, plusieurs missions ont été décalées en raison des conditions sécuritaires ou politique notamment en RDC, au Burundi et à Sao Tomé-Et-Principé.
28. **Le détail des performances des résultats escomptés par pays est décrit ci-dessous.**

Graphique 11: Graphiques des performances des résultats escomptés par domaine



Source : CDMAP, May 2025

II. STRATEGIE FCS, NOUVELLES PRIORITES EMERGENTES ET SYNERGIES ENTRE LES DOMAINES D'AFRITAC CENTRE

A. LA MISE ŒUVRE DE LA STRATEGIE FCS AU SEIN D'AFRITAC CENTRE

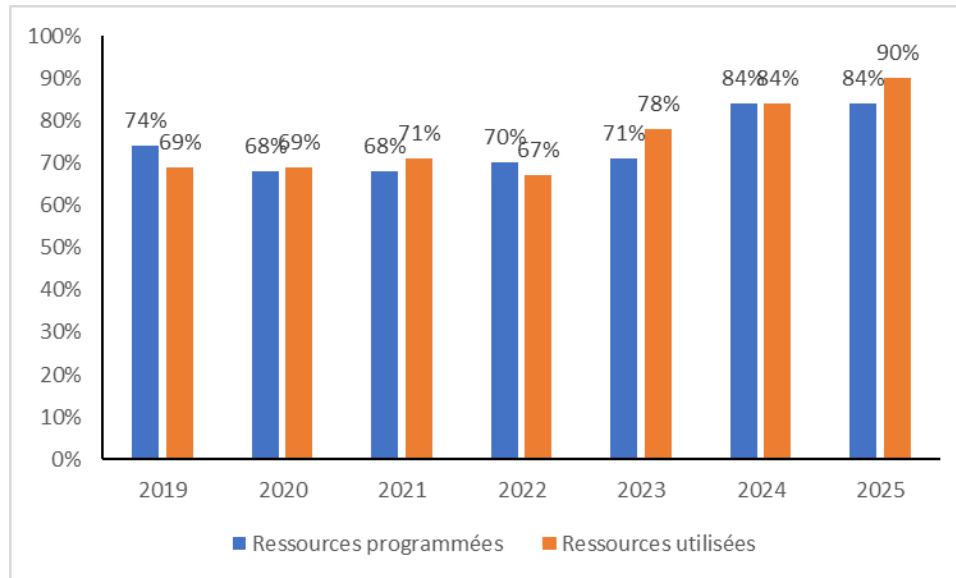
29. **Le FMI intensifie son engagement avec les Etats fragiles et affectés par les conflits (FCS) dans le cadre de la stratégie FCS du FMI afin de leur apporter un soutien solide, adapté et à long terme.** Cette stratégie repose sur trois piliers (i) une meilleure adaptation des engagements et des instruments du FMI aux manifestations de la fragilité et des conflits propres à chaque pays ; (ii) une plus grande proximité avec ses membres les plus vulnérables ; et (iii) le renforcement des partenariats pour amplifier l'impact du FMI sur les FCS. La prise en compte de cette stratégie au sein d'AFC s'est matérialisée à travers :

- **Une allocation importante des ressources au profit des pays fragiles**

30. **Le Centre continue d'allouer de plus en plus de ressources aux pays FCS.** Au cours des dernières années, le Centre a alloué en moyenne plus de 70% de ses ressources en faveur des pays FCS³. L'année fiscale 2025 se caractérise par une hausse considérable en termes d'allocation des ressources au profits des pays FCS avec 90% de ressources allouées au cours de l'année fiscale 2025.

Graphique 12 : Evolution des ressources allouées aux pays FCS depuis l'année fiscale 2019

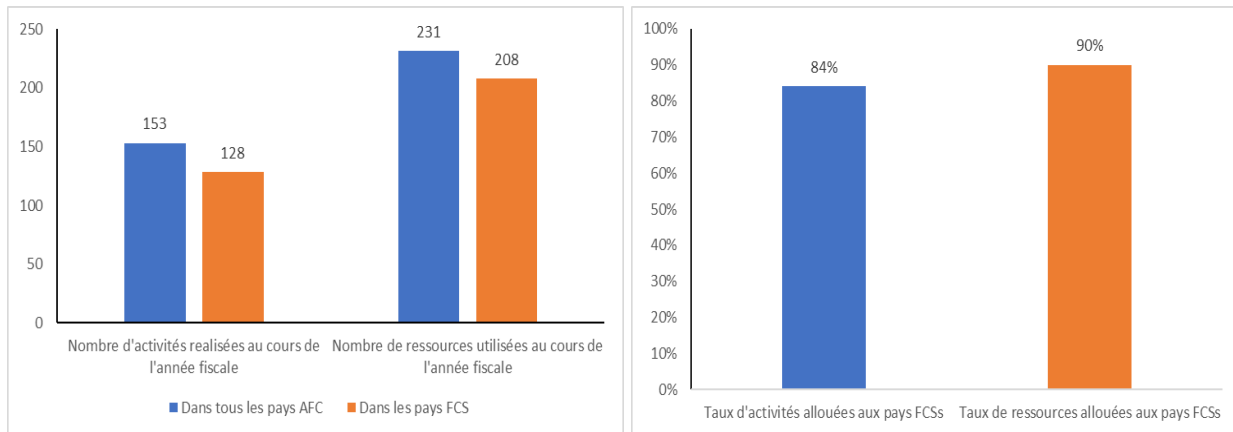
³ Liste des pays FCS : Burundi, Cameroun, Congo, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad.



Source : CDMAP

31. **Au cours de l'année fiscale 2025, le Centre a réalisé 84 % de ses activités dans les pays FCS et a alloué 90% de ses ressources à ces pays.**

Graphique 13 : Activités et ressources allouées aux pays FCS au cours de l'année fiscale 2025 (en nombre)



Source : CDMAP

- Une adaptation des missions sur le terrain : apprentissage par les pairs

32. **Le Centre continue de développer des moyens pour mieux adapter ses activités aux besoins et réalités de ses pays membres dits FCS.** Le Centre prend en compte la capacité d'absorption de ses pays afin d'adapter les missions aux réalités du terrain. Ainsi, le Centre

encourage les visites d’immersion des cadres de ses pays et en particulier ceux dits FCS dans d’autres pays d’AFC ou d’Africitac Ouest.

33. Le Centre a mis en œuvre les premiers jalons de la nouvelle stratégie de renforcement des capacités en administration fiscale pour les pays fragiles (FCS). Adoptée par les dirigeants des administrations fiscales en juillet 2024 à Libreville, cette stratégie vise deux objectifs : (i) capitaliser les ressources en augmentation de l’AFRITAC Centre (2 conseillers en administration fiscale⁴) pour proposer des approches d’assistance technique plus innovantes et (ii) promouvoir un modèle d’assistance technique basé sur les principes de la gestion axée sur les résultats. En termes de mise en œuvre, 2 pays fragiles sur 7 ont produit des requêtes conformes à la nouvelle approche. Le programme régional sur le croisement des données fiscales a été lancé avec succès. Les missions en synergie ont été déployées au Tchad et en RCA.

- Une collaboration renforcée avec le siège et les partenaires au développement

34. La collaboration avec le siège et les partenaires au développement permet de mieux coordonner les activités de développement des capacités et mutualiser les efforts afin d’augmenter l’efficacité des activités de renforcement des capacités. Au cours de l’année fiscale 2025, le Centre a collaboré principalement avec d’autres départements du siège. Les missions ont porté sur :

Administration fiscale

- République centrafricaine : Participation à la mission conjointe FAD – AFC sur l’évaluation de la mise en œuvre des recommandations des précédentes missions par la DGID et la formulation d’une nouvelle stratégie

Gestion des finances publiques (Budget et prévisions macro budgétaires)

- Guinée équatoriale : Participation à la mission conjointe FAD – AFC qui a fourni aux autorités un plan de réforme pour les cinq prochaines années.
- Burundi : Appui au développement d’une nouvelle stratégie à moyen terme pour les réformes de la gestion des finances publiques – FAD – AFC - Banque mondiale - Union européenne

⁴ Les pays membres de l’AFRITAC Centre bénéficient également (1) d’un Conseiller en administration fiscale basé au Tchad et proposant parallèlement des appuis à la RCA et la RDC, et (2) d’un Conseiller en digitalisation accompagnant la RCA et le Tchad.

Régulation et supervisions financières

- Burundi : en réponse à une demande de la Banque de la République du Burundi (BRB), le Département MCM du FMI a effectué une mission de Revue de la stabilité du secteur financier (RSSF). La RSSF a établi un diagnostic du système financier, un bilan de mise en œuvre des recommandations de l'assistance technique, principalement effectuées par AFRITAC Centre, sur la période 2019–2024, et elle propose un projet de feuille de route de l'assistance technique afin d'améliorer la stabilité du système financier burundais en renforçant les capacités de la BRB dans les domaines qui ont été couverts par la revue. Ce projet de feuille de route permet à AFRITAC Centre de structurer son programme de travail en matière de régulation et supervision bancaire avec le pays bénéficiaire tenant compte des caractéristiques des pays FCS en matière de capacité d'absorption des assistances techniques compte-tenu de leurs contraintes en ressources disponibles.

B. L'INTEGRATION DES PRIORITES NOUVELLES DANS LES MISSIONS D'AFRITAC CENTRE

35. **En plus de ses thématiques habituelles, des nouvelles thématiques émergentes sont au cœur de nouvelles stratégies de renforcement des capacités du FMI.** Ces thématiques concernent la gouvernance, la digitalisation, le genre et le changement climatique. Dans le cadre de son programme de travail, le Centre a intégré une ou plusieurs de ces thématiques dans chacun de ses domaines d'intervention. Ainsi, au premier semestre, les missions d'appui aux pays membres ont traité les questions de changement climatique et de digitalisation.

- **Changement climatique**

Gestion des finances publiques (Budget et prévisions macro budgétaires)

- Mission de suivi et de formation sur les risques budgétaires avec un accent particulier sur les risques liés aux investissements publics, aux Public-Private Partnership Partenariats Publics Privés ()et aux changements climatiques.

- **Digitalisation**

Budget et contrôle des dépenses

- Appui au développement d'un système d'information informatisé de la comptabilité des matières.

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Mission relative à l'opérationnalisation du Compte Unique du Trésor (CUT) au Gabon et à la digitalisation du recouvrement des produits divers.
- Evaluation du cahier des charges préfigurant le futur Système intégré de gestion des Finances Publiques – SIGFiP.

- **Gouvernance des administrations**

Administration douanière

- Mission d'évaluation et de renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles de suivi et de contrôle des exonérations de droits et taxes.

Administration fiscale

- Nouvelle évaluation des performances du système d'administration fiscale suivant la norme TADAT (outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale).
- Elaboration d'un plan stratégique de réforme et la mise en place des structures de pilotage.

C. LES SYNERGIES ENTRE LES DOMAINES D'INTERVENTION

36. **Dans le but d'améliorer l'impact des résultats des activités de renforcement de capacités menées par les différents domaines, le Centre encourage l'organisation d'activités conjointes impliquant plusieurs domaines.** L'objectif de cette initiative est de (i) favoriser une bonne coordination de l'assistance technique apportée aux autorités ; (ii) améliorer l'impact des activités sur le terrain en faisant en sorte que les activités conduites pour un pays sur un sujet recouvrant plusieurs domaines de compétences d'AFRITAC Centre se mènent conjointement. Les activités en synergies peuvent également se faire avec d'autres Centres (par exemple avec AFRITAC Ouest)

37. **Le programme de travail du Centre est élaboré chaque début d'année fiscale en tenant compte des synergies entre les domaines.** Au cours de l'année fiscale 2025, plusieurs missions en synergie ont été réalisées au sein des pays membres. Il s'agit de :

- **Mission conjointe en synergie**

République centrafricaine : Synergie entre les domaines gestion de la dette publique et comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Renforcement de la coordination entre la gestion de la trésorerie et gestion de la dette de l'Etat.

Tchad : Synergie entre les domaines de l'administration douanière et l'administration fiscale

- Mission d'appui à la mise en œuvre du plan d'action de la DGI 2024.
- Appui au renforcement de la collaboration et de la communication entre l'administration fiscale et l'administration douanière.

Tchad : Synergie entre les domaines gestion de la dette publique et comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Renforcement de la coordination entre la gestion de la trésorerie et gestion de la dette de l'Etat.

Région : synergie entre les domaines analyses et prévisions macro budgétaires, budget et contrôle des dépenses et la comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- 11ème édition du Forum des hauts fonctionnaires du budget des États d'AFRITAC Centre.

Région : synergie entre les domaines statistiques du secteur extérieur, statistiques du secteur réel et administration douanière

- Séminaire régional sur "La construction des statistiques du commerce international de biens à partir des données douanières et des enquêtes, méthodologie de la balance des paiements, FMI, sixième édition".

Région : synergie entre les domaines statistiques des comptes nationaux et statistiques des finances publiques

- Séminaire régional sur le thème : « l'intégration des statistiques de finances publiques (SFP) dans les comptes nationaux selon le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) ».

AFRITAC Centre et AFRITAC Ouest : Synergie entre les deux Centres

- Séminaire conjoint AFC et AFW sur la politique d'endettement et de gestion de la dette.
- Séminaire conjoint AFRITAC Centre, AFRITAC de l'Ouest et AFRITAC Sud sur le renforcement de la fonction macro budgétaire et la gestion des risques budgétaires à Grand-Bassam en Côte d'Ivoire.
- Séminaire sur la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor (CUT).

- Séminaire sur la gestion des investissements publics GIP.

D. INTEGRATION REGIONALE

38. **AFRITAC Centre appuie l'intégration régionale, qui concerne principalement les six pays membres de la CEMAC.** Cet appui vise principalement à renforcer l'union monétaire et à harmoniser les politiques régionales pour constituer une union économique solide et prospère tout en créant des conditions propices à une meilleure intégration économique.

39. **Le soutien apporté par AFRITAC Centre poursuit deux objectifs :** i) aider les institutions régionales à concevoir, améliorer et diffuser les directives régionales, et ii) aider les pays membres à transposer ces directives dans leur législation nationale et leur appareil administratif pour une meilleure harmonisation et à adopter et appliquer les politiques découlant de ces directives. Les réalisations dans ce domaine sont les suivantes :

- CEEAC

Administration douanière

- Participation au séminaire régional de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) sur les règles d'origine (RoO) de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et de la Zone de libre-échange de l'Afrique centrale (FTA/CEEAC).

- GABAC

Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

- 22-ème Plénière de la Commission Technique du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique centrale (GABAC).
- Plénière du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique centrale (GABAC).

- COMMISSION DE LA CEMAC

Analyse et prévisions macro budgétaires

- Elaboration et validation d'un guide communautaire sur les cadres pluriannuels.
- Finalisation du projet de guide communautaire sur les risques budgétaires.

Administration douanière

- Mission d'appui à la Commission de la CEMAC pour le développement d'une stratégie régionale de mobilisation des recettes intérieures.
- Participation à la 30ème Conférence des Directeurs généraux des douanes de la région Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD-WCA).

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Intervention en distanciel relative aux risques budgétaires et à leurs impacts sur la gestion comptable et la gestion de la trésorerie de l'État.
- Elaboration du guide pratique sur la TVA.

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Intervention en distanciel relative aux risques budgétaires et à leurs impacts sur la gestion comptable et la gestion de la trésorerie de l'État.

- COBAC

Régulation et supervision bancaires

- Préparation d'une étude quantitative d'impact sur la transposition du ratio LCR de Bâle 3.
- Appui à la mise en œuvre du cadre réglementaire de Bâle III.
- Appui à la révision du cadre réglementaire prudentielles quantitatives.
- Renforcement des capacités des superviseurs bancaires dans la mise en œuvre du dispositif Bâlois : focus sur les calculs des risques pondérés du ratio de solvabilité et le ratio de levier.
- Renforcement des capacités des superviseurs bancaires dans la mise en œuvre du dispositif de Bâle III : deuxième étude d'impact relative au ratio de liquidité de court-terme (Liquidity Coverage Ratio – LCR).

E. INTEGRATION SURVEILLANCE-PROGRAMMES-DEVELOPPEMENT DES CAPACITES

40. **Dans le cadre de son programme de renforcement des capacités, le Centre vient en appui au siège sur les questions de surveillance et de programme dans les pays membres couverts par AFRITAC Centre.** Cet appui passe par (i) les échanges entre les conseillers du Centre et les équipes pays du siège ; (ii) la contribution des conseillers dans l'élaboration des notes accompagnant les programmes ; et (iii) l'appui aux pays membres dans la mise en place des recommandations des programmes des pays membres avec le siège.

- **Echanges entre les conseillers du Centre et les équipes pays du siège**

41. **Le Centre s'est entretenu avec l'équipe CEMAC du FMI.** Les échanges ont porté essentiellement sur (i) l'appui du Centre dans l'élaboration et la transposition des directives de la CEMAC ; (ii) l'élaboration des statistiques trimestrielles de la balance de paiement ; (iii) le développement des marchés secondaires ; (iv) les travaux d'assistance technique relatifs au renforcement des capacités de la COBAC dans le dans le domaine de la réglementation et supervision bancaires et (v) la nécessité de mettre en place un plan d'actions régionales pour appuyer la réforme des finances publiques.

- **Travail en synergie entre les conseillers d'AFRITAC Centre, les départements du FMI et les Représentation du FMI dans les pays membres**

Phase Stratégique :

- Participation à la préparation des « Meeting Briefs » pour les pays membres du Centre en marge des réunions de Printemps et aux réunions annuelles et prise en compte des comptes rendus de réunion dans les programmes de travail initiaux et ajustés.
- Participation aux échanges entre le département des finances publiques du FMI et chaque pays membres sur l'assistance technique du Centre.

Phase Préparation :

- Echange des termes de référence des missions avec le département Afrique du FMI pour approbation des interventions, surtout l'appui à la mise en œuvre des reformes de gestion des finances publiques sur lesquelles les autorités se sont engagées dans le mémorandum de politiques économique et financière.
- Envoi des lettres d'annonce des missions via les Représentants résidents du FMI qui sont informés des termes de référence et des dates des missions.

Phase Exécution :

- Réunion avec le Représentants résidents du FMI sur les développements récents au pays.
- Réunion de restitution des missions aux partenaires techniques et financiers via le Représentants résidents du FMI.

III. REALISATIONS DU 1^{ER} MAI 2024 AU 30 AVRIL 2025

BURUNDI

Administration douanière

- Appui à la nouvelle stratégie à moyen terme pour les réformes de la gestion des finances publiques.

Administration fiscale

- Gestion moderne de la TVA (retenu) dans la lettre de memorandum fiscal (LMF).

Analyse et prévision macro budgétaires

- Appui à la production du guide d'élaboration du Cadre Budgétaire à Moyen-Terme (CBMT) et du Cadre de Dépenses à Moyen Terme central (CDMT-c).
- Mission de suivi sur le renforcement des dispositifs de prévisions des recettes budgétaires.

Comptabilité publique et gestion de la Trésorerie

- Appui au renforcement des fonctions du nouveaux système intégré de gestion financière.

Cadres macroéconomiques

- Missions d'identification et d'évaluation des besoins d'assistance technique au Gabon, Congo et Burundi.
- Consultations virtuelles avec les autorités sur les besoins potentiels d'assistance technique.

Statistiques des finances publiques

- Appui à l'élaboration des statistiques des finances publiques conformément au manuel des statistiques des finances publiques de 2014 (MSFP 2024).
- Elaboration des statistiques de finances publiques conformément au Manuel de statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014).

Réussite remarquable 0 1 République du Burundi

La République du Burundi s'est engagée dans le processus de réforme de la gestion de finances publiques et la production d'un plan d'action triennal glissant.

Elaboration d'une stratégie de réforme de la GFP et d'un plan d'action triennal glissant

Pays : Burundi

Domaine d'intervention : Budget et contrôle des dépenses

Date de mise en œuvre : septembre 2024

Objectifs de l'appui : élaboration d'une nouvelle stratégie à moyen terme de réformes de la gestion des finances publiques (GFP) accompagnée d'un plan d'action triennal glissant.

Rôle d'AFC dans l'appui : AFC a apporté son appui à l'élaboration de la stratégie de réformes de la GFP sur sept ans (2025-20231), en tenant compte des capacités existantes, des activités des donateurs dans le pays, ainsi que des besoins d'amélioration du système informatique. La mission a identifié ces activités des PTFs à l'aide d'une matrice circularisée auprès des donateurs par le Représentant Résident du FMI au Burundi pour collecter les projets en force dans le domaine de la GFP notamment la Banque mondiale (projet de gouvernance économique), l'Union européenne (projet conjoint UE-FMI mis en œuvre par FAD), la Banque africaine de développement (révision du code des marchés publics) et l'agence française au développement (conception des modules de formation et renforcement des capacités en GFP). AFC a également contribué à la préparation d'un plan d'action triennal séquenté et priorisé (2025-2027) pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie.

Principaux résultats obtenus : L'assistance apportée a permis de doter le Burundi d'une stratégie de réformes de la GFP sur sept ans (2025-20231) adossée à un plan d'action triennal séquenté et priorisé (2025-2027) pour soutenir la stratégie. La coordination entre PTFs a été renforcée par la participation active de la Banque mondiale et de la DUE aux travaux de la mission.

Impact du projet : Le projet a permis de bâtir un consensus sur les réformes prioritaires pour une mise en œuvre cohérente et bien séquentée. Il a permis également aux PTF impliqués dans la GFP d'identifier de manière coordonnée les axes d'intervention pour éviter les duplications et promouvoir la complémentarité. Dans le moyen et long terme, le Burundi pourrait améliorer ses scores dans le cadre des évaluations de la performance de son système de GFP (PEFA, PIMA/C-PIMA et autres).

Facteurs de succès : un cadre juridique complet, un cadre amélioré de gestion des investissements publics et un Compte unique du Trésor (CUT) avancé. Des progrès significatifs dans la mise en œuvre de la budgétisation-programme. La volonté et l'engagement politiques pour cette réforme sont forts.

Leçons apprises : Les nomenclatures budgétaires, le calendrier, les instructions, les guides, les normes et les procédures régissant la mise en œuvre des améliorations nécessaires au système de GFP, y compris les modernisations induites par la loi organique de 2022, ne sont pas encore pleinement opérationnels et le système d'information ne prend pas en charge la budgétisation et l'exécution selon le nouveau cadre.

Statistiques des comptes nationaux

- Développement des maquettes de calcul du PIB trimestriel au prix courant.

Régulation et supervision bancaires

- Le programme de travail d'AFRITAC Centre avec la Banque de la République du Burundi (BRB) s'est utilement appuyé sur les recommandations de la Revue de la stabilité du secteur financier (RSSF) sur la République du Burundi effectuée par le département MCM en 2024

- État des lieux du cadre réglementaire actuel de la Banque de la République du Burundi (BRB) et les standards de Bâle III.
- Mise en œuvre d'une supervision basée sur les risques : Méthodologie et organisation des missions de revue et d'inspection sur la qualité des portefeuilles de crédits ("credit files review").

Operations de la banque centrale

- Mise en œuvre d'un cadre de fourniture de liquidité d'urgence.
- Identification des garanties éligibles à l'aide d'urgence à la liquidité (ELA).

CAMEROUN

Administration fiscale

- Appui sur le plan triennal de mobilisation des recettes et d'amélioration du climat des affaires.
- Elaboration d'un manuel des procédures de gestion et de croisement des données fiscales.

Analyse et prévision macro budgétaires

- Appui à la rédaction du Rapport sur les Risques Budgétaires annexé au PLF 2025.

Budget et contrôle des dépenses

- Elaboration du guide de programmation et de budgétisation des investissements publics en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP).

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Opérationnalisation du Compte Unique du Trésor (CUT) et évaluation des actions déjà mises en œuvre dans ce cadre.

Statistiques des finances publiques

- L'élaboration des statistiques de finances publiques conformément au Manuel de statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014).

Statistiques du secteur réel

- Appui au développement des comptes nationaux trimestriels.
- Élaboration des comptes de patrimoine notamment financiers.

REPUBLIQUE DU CONGO

Administration douanière

- Mission d'appui à la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) sur l'organisation des Technologies d'information et de communication (TIC).
- Appui au renforcement de l'évaluation en douane par la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI).

Administration fiscale

- Mise en œuvre de la nouvelle stratégies FCS.

Budget et contrôle des dépenses

- Suivi de l'informatisation du processus d'élaboration et d'exécution des plans d'engagement dans le système d'information budgétaire SIGFiP.

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Appui à la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice pour les recettes fiscales et douanières.

Analyse et prévisions macro budgétaires

- Rédaction d'un cahier de charge pour le développement d'un modèle de projection du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) et du cadre des dépenses à moyen terme (CDMT) global.
- Renforcement de la version 2 du modèle de prévision macroéconomique et budgétaire PREMA-Congo.

Statistiques des finances publiques

- Appui à la production des Statistiques des Finances Publiques.

Cadres macroéconomiques

- Mission d'identification et d'évaluation des besoins d'assistance technique.

Statistiques du secteur réel

- Revue et finalisation des comptes nationaux définitifs 2022 et l'élaboration des CNA définitifs de l'année 2023.

GABON

Administration douanière

- Appui au renforcement du suivi et du contrôle des exonérations et régimes suspensifs et à la mise en œuvre de régimes de transformation.
- Evaluation des opérations de transit douanier et développement d'un plan d'action pour interconnecter le système douanier.
- Evaluation de la gouvernance et de la gestion du contentieux douanier.

Administration fiscale

- L'élaboration d'un plan stratégique de réforme et la mise en place des structures de pilotage.

Analyse et prévision macro-budgétaire

- Mission de suivi sur le renforcement des dispositifs de prévision des recettes budgétaires.

Budget et contrôle des dépenses

- Renforcement du contrôle budgétaire.

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Appui à la mise œuvre du Compte unique du trésor.
- Définition d'un cahier des charges fonctionnel en vue de la mise en œuvre d'un module de gestion de la trésorerie de l'Etat.

Cadres macroéconomiques

- Mission d'identification et d'évaluation des besoins d'assistance technique.
- Réunion avec le Ministère de l'Economie et des Participations sur l'assistance technique fournie par ICD, la réunion a eu lieu dans le cadre de l'assemblée annuelle du FMI.

Statistiques du secteur réel

- Appui à la mise en place de la nouvelle série des comptes nationaux selon la nouvelle année de base 2017.

GUINEE EQUATORIALE

Administration douanière

- Diagnostic de l'organisation et du fonctionnement de l'administration douanière.

Budget et contrôle des dépenses

- Amélioration de la budgétisation des investissements publics.

Statistiques du secteur réel

- Poursuite des travaux de mise en place d'une nouvelle année de base selon le SCN 2008.
- Finalisation des comptes nationaux provisoires 2023.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Administration fiscale

- Mission virtuelle - Phase n⁰1 : Suivi et accompagnement de la mise en œuvre du « Plan Prioritaire de Mobilisation des Recettes » de la Direction générale des Impôts et Domaines (DGID) pour l'exercice 2024.
- Mission virtuelle – Phase n⁰2 formulation du futur projet d'assistance technique.

Analyse et prévisions macrobudgétaires

- Diagnostic des dispositifs institutionnels, organisationnels et techniques de prévision des recettes budgétaires.
- Mission de renforcement du cadrage budgétaire pluriannuel (CBMT/CDMT global).

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Renforcement des capacités des régisseurs des ministères sectoriels et à l'amélioration de la qualité des comptes de l'État.
- Renforcement de la coordination entre la gestion de la trésorerie et gestion de la dette de l'Etat.

Statistiques des finances publiques

- Appui à l'élaboration des statistiques des finances publiques conformément au manuel des statistiques des finances publiques de 2014 (MSFP 2024).

Statistiques du secteur réel

- Elaboration de la série des comptes nationaux conformément à la nouvelle année de base 2019 et au Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008).

Réussite remarquable 0 2 : République Centrafricaine

La République Centrafricaine s'est engagée dans le processus de la digitalisation de son administration fiscale avec pour ambition de maîtriser les risques d'indiscipline fiscale.

Optimisation de la digitalisation et maîtrise des risques d'indiscipline fiscale affectant la performance de la taxe sur la valeur-ajoutée (TVA) dans un pays fragile et affecté par les conflits (FCS)

Pays : République Centrafricaine

Domaine d'intervention : Administration fiscale

Date de mise en œuvre : 03 – 14 octobre 2024

Objectifs de l'appui : évaluer la mise en œuvre des précédentes recommandations et élaborer une nouvelle stratégie de réforme tenant compte des réalités du système fiscal d'un pays FCS

Rôle d'AFC dans l'appui : AFC a contribué à l'élaboration du nouveau dispositif de maîtrise des risques d'indiscipline fiscale ciblant la taxe sur TVA - impôt majeur du système fiscal centrafricain - et capitalisant les outils digitaux récemment implémentés par la Direction générale des impôts et des domaines (DGID)

Principaux résultats obtenus : L'assistance a permis (i) de proposer aux autorités une approche endogène d'administration de la TVA tenant compte de 3 acquis importants de la DGID (nouvel identifiant fiscal, plateforme incorporant la télédéclaration et le croisement des données, arrêté fixant les critères du « contribuable civique en RCA ») et des contraintes induites par la fragilité (déficit de capacités, instabilité de l'internet et de l'énergie électrique, culture digitale embryonnaire des contribuables, etc.) ; (2) de proposer un plan détaillé de mise en œuvre du nouveau dispositif et (3) d'élaborer un document programme décrivant la réforme des services centraux qui devront pérenniser la réforme.

Impact du projet : du point de vue du service à l'utilisateur, l'activité apportée à la DGID les capacités indispensables pour proposer aux contribuables, notamment ceux n'ayant pas de culture digitale ni les outils associés, une infrastructure sécurisée et gratuite nécessaire à l'accomplissement de leurs obligations fiscales (centre des téléservices fiscaux). Du point de vue de l'efficacité du système fiscal, cette activité permet à la DGID d'accroître l'impact des nouveaux outils informatiques et des normes légales sur la maîtrise des risques d'indiscipline fiscale affectant la TVA. La nouvelle stratégie contribue enfin à l'efficacité administrative, en

réorganisant les services centraux, sans lesquels la DGID ne peut bâtir les capacités de conception et de pilotage indispensables pour consolider ces acquis.

Facteurs de succès : un engagement des autorités et leur appétence en faveur des réformes (ministre chargé des finances et Directeur général des impôts). La disponibilité des outils digitaux conçus par le FMI et financé par l'UE. Des partenaires (UE, BAD, etc.) disposés à soutenir la DGID et une coordination exemplaire avec le FMI. Un dispositif d'accompagnement continu de la RCA mis en place par le Département des finances et l'AFRITAC Centre dans le cadre de la nouvelle stratégie de renforcement des capacités des pays FCS.

Leçons apprises : trois conditions sont indispensables pour permettre à un pays FCS d'exploiter la digitalisation pour améliorer l'efficacité de la TVA : (1) un « centre des téléservices fiscaux » - espace équipé où les assujettis effectuent en toute sécurité les formalités digitalisées (télé-immatriculation, télédéclaration, télépaiement, etc.) afin de contourner les contraintes logistiques et la faible culture digitale, (2) un dispositif normatif précisant les droits reconnus aux contribuables « civiques » (facturer la TVA, dispense de précomptes; etc.) et qui sont réciproquement refusés aux autres contribuables alourdissant ainsi le coût de l'indiscipline fiscale et enfin (3) un outil de croisement automatisé des données, capable de détecter les contribuables « inciviques » facturant la TVA, cela améliore progressivement le rendement de cet impôt et, des autres prélèvements assis sur le chiffre d'affaires (IS, IRPP, etc.).

Réussite remarquable 0 3 : République Centrafricaine

La République Centrafricaine s'est engagée à produire régulièrement le Tableau des opérations financière de l'Etat.

Stratégie pour une production régulière du TOFE

Pays : République Centrafricaine

Domaine intervention : Statistiques de finances publiques

Date de mise en œuvre : septembre 2024

Objectifs de l'appui : Développement d'un outil de compilation du tableau des opérations financières de l'état (TOFE) selon le manuel de statistiques de finances publiques de 1986 (MSFP 1986) et élaboration d'un guide méthodologique de production du TOFE.

Rôle d'AFC dans l'appui : Suite aux difficultés pour la RCA à produire le TOFE, AFC a réorienté le processus d'élaboration des statistiques de finances publiques (SFP). Les sources de données ont été revues, de nouveaux Template ont été élaborés pour la collecte de certaines données primaires, un nouvel outil simplifié pour la compilation du TOFE, ainsi qu'un manuel de procédure

pour la production du TOFE ont été mis à la disposition des autorités et des membres du comité TOFE

Principaux résultats obtenus : Grâce à la mise en œuvre des recommandations et l'exploitation de l'outil de compilation développé par AFC, le pays a été en mesure de produire, bien que perfectible, le TOFE des exercices 2022, 2023 et la situation à fin septembre 2024.

Impact du projet : La production du TOFE permet aux autorités de disposer d'un outil à la prise de la décision. En effet, la bonne gouvernance financière et la transparence budgétaire sont devenues des priorités dans le cadre des réformes des finances publiques. Le suivi efficace des finances publiques est essentiel pour garantir une gestion optimale des ressources de l'État, renforcer la confiance des partenaires financiers (comme les bailleurs de fonds internationaux) et permettre une prise de décision éclairée au sein du gouvernement

Facteurs de succès : Un plan de production régulière a été adopté ainsi que le renforcement de la coopération avec AFC : à période déterminée, toutes les statistiques produites seront transmises à AFC, pour avis et observations. De plus, il est prévu des séances techniques à distance régulière pour le suivi des recommandations et la validation des situations produites.

Leçons apprises : La nécessité de s'assurer de l'appropriation par les points focaux techniques des outils techniques mis à leurs dispositions en adaptant les méthodologies en fonction des capacités d'absorption et d'exploitation.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Administration douanière

- Appui à la réforme du cadre législatif et réglementaire pour les Droits d'Accises.

Administration fiscale

- Renforcement de la mobilisation des recettes de la DGI et stratégie post-TADAT (Tax Administration Diagnostic Assessment Tool).

Analyse et prévisions macro budgétaires

- Renforcement des dispositifs de cadrage macroéconomique et budgétaire.
- Mission exploratoire pour l'identification et la collecte de données en vue de la quantification des risques budgétaires liés aux catastrophes naturelles.

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Mission d'évaluation de la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor (CUT).

Statistiques des finances publiques

- Soutien à distance pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations.
- Elaboration des statistiques de finances publiques conformément au Manuel de statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014).

Statistiques du secteur réel

- Finalisation des comptes nationaux 2017-2022.
- Poursuite des travaux d'estimations des comptes nationaux 2022-2023.

Régulation et supervision bancaires

- Le programme de travail d'AFRITAC Centre avec la Banque Centrale du Congo (BCC) s'est utilement appuyé sur les recommandations de la Revue de la stabilité du secteur financier (RSSF) sur la RDC effectuée par le département MCM en 2022
- Révision de l'instruction n° 14 de la BCC (révision du calcul du ratio de solvabilité et projet d'implémentation du Liquidity Coverage Ratio – LCR)
- Appui à la révision de l'instruction n° 14 de la BCC (analyse des résultats des études d'impact relatives à la révision du calcul du ratio de solvabilité et au projet d'implémentation du Liquidity Coverage Ratio – LCR)
- Méthodologie de notation des risques bancaires.

Opération de la banque centrale

- Prise de contact avec la BCC.
- Mise en œuvre et opérationnalisation d'un cadre de fourniture de liquidité d'urgence.

SAO TOME-ET-PRINCIPE

Administration douanière

- Appui à la gestion de la réforme douanière.

Administration fiscale

- Définition des priorités en assistance technique et formation en gestion du risque.

Analyse et prévisions macro budgétaires

- Suivi et renforcement des capacités sur le CDMT global.

Budget et contrôle des dépenses

- Renforcement des fonctionnalités du système d'information budgétaire pour une prise en charge des plans d'engagement.

Statistiques des finances publiques

- Appui à l'élaboration des statistiques des finances publiques conformément au manuel des statistiques des finances publiques de 2014 (MSFP 2024).

Statistiques du secteur réel

- Finalisation du tableau des ressources et emplois (TRE) de l'année de base 2019 et de l'année courante 2020 selon le Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008).

TCHAD

Administration douanière

- Echange électronique de données relatives aux contribuables et aux déclarations en douane.
- Renforcement de la gestion du contentieux douanier.
- Evaluation et renforcement de la conduite en douane et de la prise en charge des marchandises par la Douane tchadienne.

Administration fiscale

- Consolider le système informatique pour améliorer le civisme fiscal.

Cadres macroéconomiques

- Elaboration Développement d'un cadre macroéconomique pour la prévision et l'analyse de scénarios basé sur la MFT, et interface avec la DDT

Analyse et prévisions macro budgétaires

- Appui au renforcement des dispositifs institutionnels, organisationnels et techniques de prévision des recettes budgétaires.

Budget et contrôle des dépenses

- Amélioration de la budgétisation des investissements publics.
- **Comptabilité publique et gestion de la trésorerie**
- Renforcement de la coordination entre gestion de la trésorerie et gestion de la dette.
- Dispositif de contrôle interne comptable de l'État et de maîtrise des risques.

Statistiques du secteur réel

- Appui à la mise en place de la nouvelle série des comptes nationaux selon la nouvelle année de base 2017 et le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008).

Statistiques des finances publiques

- Soutien à distance pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations.
- Appui au rebasage des comptes nationaux.
- Appui à la mise à jour des Statistiques des Finances Publiques annuelles pour l'année fiscale 2024/25.

Réussite remarquable 0 4 : République du Tchad

La République du Tchad s'est engagée dans le processus de l'élaboration d'une nouvelle année de base et migration au SCN 2008

Migration au Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008)

Pays : Tchad

Domaine d'intervention : statistiques de comptabilité nationale

Date de mise en œuvre : octobre 2024

Objectifs de l'appui : élaboration d'une nouvelle année de base et migration au SCN 2008.

Rôle d'AFC dans l'appui : AFC a apporté son appui à la révision de l'année de base des comptes nationaux qui passe ainsi de 2005 à 2017. En outre, ce changement d'année de base s'est accompagné de la migration du SCN 1993 au CN 2008. L'appui d'AFC a tiré profit des capacités existantes et des activités des donateurs dans le pays en particulier la Banque mondiale avec le projet de développement de la statistique.

Principaux résultats obtenus : L'assistance apportée a permis au Tchad de disposer d'une série de comptes nationaux de 2005 à 2022 avec comme nouvelle année de base 2017 et élaborée selon les recommandations du SCN 2008.

Impact du projet : L'activité a permis à l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) d'appliquer les bonnes pratiques en ayant une année de base récente et réduisant le retard dans la dissuasion des comptes nationaux en se rapprochant du délai de neuf mois après la fin de l'année.

Facteurs de succès : des ressources humaines de qualité et motivées, des ressources financières à travers les appuis de la Banque mondiale et une volonté et un engagement des autorités pour cette réforme.

Leçons apprises : la coordination des appuis entre les partenaires techniques et financiers est essentielle pour éviter des redondances et des retards. La coopération entre l'INSEED et des structures stratégiques telles que la direction nationale de la BEAC, le ministère de l'élevage, les directions en charge des statistiques de finances publiques doit être améliorée lors du prochain rebasage.

CEMAC

Comptabilité publique et gestion de la trésorerie

- Intervention en distanciel relative aux risques budgétaires et à leurs impacts sur la gestion comptable et la gestion de la trésorerie de l'État.

SEMINAIRES, ATELIERS ET COURS REGIONAUX

Administration fiscale

- Atelier régional de préparation de la mise en œuvre de la nouvelle approche de renforcement des capacités en administration fiscale des pays dits « fragiles et affectés par les conflits » (FCS) d'AFC.
- Webinar de lancement des travaux « Programme régional de renforcement des capacités en matière de croisement des données fiscales des pays membres d'AFRITAC Centre ».
- Atelier d'élaboration de la feuille de route du Programme régional de renforcement des capacités en matière de croisement des données fiscales.

- Atelier régional de haut niveau sur l'élaboration d'une stratégie régionale de mobilisation des recettes fiscales intérieures (SRMRFI) dans la zone CEMAC.
- **Budget et contrôle des dépenses**
- Séminaire inter-régional AFC, AFW et AFS : « Renforcer la qualité des investissements publics dans les pays de l'Afrique francophone subsaharienne ».

Analyse et prévisions macro budgétaires

- Séminaire conjoint AFC, AFW et AFS sur le renforcement de la fonction macro budgétaire et la gestion des risques budgétaires

Statistiques des finances publiques

- Séminaire « Renforcer la collaboration avec les comptables nationaux pour améliorer les statistiques de finances publiques (SFP)

Statistiques du secteur réel

- Séminaire régional sur le thème : « l'intégration des statistiques de finances publiques (SFP) dans les comptes nationaux selon le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008).

Cadres macroéconomiques

- Séminaire régional de formation "Macroeconomic Management in Resource-Rich Countries (MRC)".

Régulation et supervision bancaires

- Séminaire régional sur « Les stress tests prudentiels : conception et mise en œuvre pour la régulation et la supervision des établissements bancaires ».

PARTICIPATION D'AFIC

Cadres macroéconomiques

- Cours en présentiel sur de "Financial Programming and Policies".

IV. OUTREACH ET COMMUNICATION

A. MISSION DU DIRECTEUR AU SEIN DES PAYS MEMBRES D'AFRITAC CENTRE

Visite du Directeur du département Afrique du FMI le 04 juin 2024



42. **AFC a reçu la visite du Directeur du département Afrique du FMI Monsieur Abebe Aemro SELASSIE.** Cette visite qui s'est déroulée en présence du personnel du Centre a permis à Monsieur Abebe de s'enquérir des réalités du Centre et d'échanger avec son personnel. Tout en se réjouissant de la visite du Directeur Afrique dans les locaux du Centre, le Directeur d'AFC Monsieur Philippe EGOUME

a tenu à présenter les activités du Centre et a également saisi cette opportunité pour échanger avec Monsieur Abebe sur les principales réalisations du Centre en matière de développement des capacités. Il a également présenté à M. Abebe l'extension des activités d'AFC et de ses locaux. Le Directeur du département Afrique du FMI était accompagné par Monsieur Gomez AGOU, Représentant résident du FMI au Gabon et Madame Aliona SEBOTARI, Cheffe de Mission pour le Gabon.

Audience avec le Vice-premier ministre de la République Gabonaise



43. **Le Directeur d'AFC Monsieur Philippe EGOUME, a été reçu en audience par le Vice-premier ministre gabonais, chargé de la Planification et de la Prospective, Son Excellence Monsieur Alexandre Barro CHAMBRIER le 05 juin 2024.** Au centre des échanges, (i) l'appui à la réorganisation des domaines

qui couvrent les aspects de la prospective, la planification, l'aménagement du territoire et le commissariat général au plan et (ii) le renforcement de la fonction statistique pour l'amélioration de la qualité des comptes nationaux. Au cours de cette audience, le Directeur d'AFC a marqué la disponibilité et le soutien du Centre à accompagner les réformes et les priorités définies par le Vice-premier ministre. Le Directeur était accompagné à cette audience par Monsieur Ephrem GHONDA MAKIADI, conseiller résident en charge du budget et contrôle des dépenses.

Audience avec le Premier ministre de la République Gabonaise



44. **Le Premier Ministre, Son Excellence Monsieur Raymond NDONG SIMA, a reçu en audience le jeudi 06 juin 2024 le Directeur d’AFC Monsieur Philippe EGOUME.** Au cœur des discussions, les engagements du Gabon par rapport à l’accord de siège qui lie le FMI au Gabon, les relations en matière d’assistance technique entre le Gabon et AFC dans tous

les domaines couverts par AFC. Lors de cette audience, le Directeur d’AFC a réaffirmé la disponibilité et l’engagement du Centre à accompagner les autorités gabonaises sur les priorités qu’elles ont définies, notamment pour la période de transition, afin de disposer des bases solides pour soutenir la trajectoire des réformes prioritaires de renforcement de la gestion macroéconomique. Il était accompagné à cette audience par MM Ephrem GHONDA MAKIADI, conseiller résident en charge du budget et contrôle des dépenses, ABDEL-AZIZ MOUSSA NDIAYE Fahd, conseiller résident en charge des statistiques du secteur réel et MBADINGA Brolin, chargé de projets.

Audience avec le Gouverneur de la Banque des États de l’Afrique centrale (BEAC) le 27 juillet 2024 à Libreville au Gabon



45. **Le Directeur d’AFRITAC Centre Monsieur Philippe EGOUME, a été reçu en audience par le Gouverneur de la BEAC Monsieur Ivon SANA BANGUI.** Les échanges ont principalement porté sur les nouveaux domaines d’assistance technique disponibles pour les États et les Banques Centrales de l’Afrique centrale avec l’arrivée de nouveaux conseillers en charge respectivement des opérations de la banque centrale,

des cadres macroéconomiques, et de la lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme. À l’issue de ces présentations, le Gouverneur de la BEAC a marqué son accord de principe pour des missions de diagnostic permettant aux nouveaux conseillers d’affiner leur programme de travail pour l’année budgétaire 2025. Il a aussi été question d’aborder les projets en cours et les assistances apportées par d’autres conseillers en matière d’élaboration des balances des paiements et de supervision bancaire.

B. COMITE D'ORIENTATION D'AFRITAC CENTRE

26^{ème} réunion du Comité d'orientation d'AFC



46. **AFC a organisé du 18 au 19 juin 2024 à Kinshasa en République Démocratique du Congo, la 26^{ème} réunion de son Comité d'orientation.** L'objectif de cette réunion était de faire la présentation des réalisations de l'année fiscale 2024 et du programme de travail de l'année fiscale 2025 du Centre. L'ouverture des travaux a été faite par Son Excellence Monsieur Doudou

Fwamba LIKUNDE, Ministre des Finances de la République Démocratique du Congo, en sa qualité de Président du Comité d'orientation d'AFC, en présence de Son Excellence Monsieur Aimé BOJI SANGARA, Ministre d'État en charge du budget de la République Démocratique du Congo, de Son Excellence Monsieur Jean Baptiste ONDAYE, Ministre de l'économie et des finances de la République du Congo, de Madame Stéphanie MBOMBO, Ministre déléguée de la République Démocratique du Congo en charge de la nouvelle économie du climat et de plusieurs partenaires techniques et financiers du Centre.

C. STRATEGIE DE COMMUNICATION DU CENTRE

47. **Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de communication, le Centre a identifié, sélectionné et échangé avec des responsables d'établissements supérieurs.**

Tableau 4 : Etablissements sélectionnés pour la communication

Etablissements identifiés	Thème	Contact	Pays
BGFI Business School (BBS)	Evolution de la réglementation bancaire et financière	Directeur des études	Gabon
Ecole Supérieure de Gestion, d'Informatique et des Sciences (ESGIS)	Financement de l'économie	Directeur des études	Gabon
EM Gabon-Université	Crédibilité et la transparence du budget	Présidente fondateur	Gabon
Ecole Nationale d'administration	Budgétisation en mode programme et la réglementation bancaire	Directeur de l'ENA	RDC
Université de Bujumbura	Crédibilité du budget et les risques budgétaires	Chef du département	Burundi

Conférence universitaire le 15 mai 2024 à l'Université de Bujumbura au Burundi



48. **AFC a organisé une conférence universitaire à la faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université de Bujumbura.** La délégation d'AFC était conduite par Monsieur Philippe EGOUME, Directeur du Centre. L'objectif de cette conférence était de présenter aux universitaires les activités d'AFC, de discuter sur la crédibilité du budget

et les risques budgétaires. Cette conférence, première du genre au Burundi, s'inscrit dans la droite ligne de la vulgarisation des activités d'AFC auprès des structures de formation des décideurs de demain et du grand public. Au cours de cette conférence, trois communications ont été faites notamment sur (i) les activités et les domaines d'expertise du Centre par Monsieur Philippe EGOUME ; (ii) les référentiels internationaux permettant d'apprécier la crédibilité du budget par Monsieur Ephrem Ghonda MAKIADI et (iii) les risques budgétaires par Monsieur Severin KAMGNA.

Visite d'échange à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de la République Démocratique du Congo



49. **Dans le cadre de la vulgarisation de ses activités auprès des structures de formation des décideurs de demain et du grand public, AFC a organisé en marge des travaux de la 26-ème réunion de son Comité d'orientation, une visite d'échange le 19 juin 2024 à l'ENA de la République**

Démocratique du Congo. A travers cette activité, le Centre souhaite faire connaître ses activités et partager ses expériences avec les futurs cadres des administrations publiques et le monde académique. La délégation d'AFC était conduite par son Directeur Monsieur Philippe EGOUME. Le Directeur de l'ENA Monsieur Guillaume BANGA WAKIMESA a exprimé sa satisfaction quant au choix porté sur son institution et la réussite de cette activité qui selon lui a permis au corps enseignant, aux étudiants et alumni de l'ENA de s'outiller davantage sur les différentes thématiques présentées.

V. ACTIVITES PREVUES POUR L'ANNEE FISCALE 2026

A. SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS DE L'ANNÉE FISCALE 2026

50. **Le programme de travail d'AFRITAC Centre pour l'année fiscale 2026 est constitué de 195 activités repartis ci-dessous.** Le détail du programme de travail pour chaque domaine se trouve dans l'annexe 2 du présent rapport.

Tableau 5 : Nombre d'activités par domaines pour l'année fiscale 2025

Domaines	Nombre d'activités	Nombre de ressources (conseillers du centre)	Nombre de ressources (experts court-terme)
Administration douanière	24	9	15
Administration fiscale	22	13	13
Cadres macroéconomiques	28	28	8
Analyse et prévisions macrobudgétaires	20	14	19
Budget et contrôle des dépenses	20	17	19
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	18	17	18
Statistiques des finances publiques	13	10	9
Statistiques des comptes nationaux	18	8	14
Régulation et Supervision financières	18	18	4
Operations de la banque centrale	14	14	13
Total	195	148	132

51. **Au cours de l'année fiscale 2025, le Centre organisera 14 séminaires, deux ateliers régionaux et un cours régional.** Par ailleurs, quatre missions d'immersion seront organisées dans les domaines de l'administration fiscale (2), du budget et contrôle des dépenses (1) et la régulation et la supervision bancaires (1).

52. **Dans le cadre de la prise en compte de la stratégie FCS, le Centre a développé son programme de travail en synergie.** Le détail de ces activités se trouve également dans l'annexe 2.

Tableau 6: Programme des séminaires, immersions, et missions en synergie de l'année fiscale 2025

Séminaires, atelier et cours régionaux	Apprentissage par les pairs (immersions)	Missions en synergie	Participation à d'autres missions
16	4	11	9

53. **Le budget l'année budgétaire 2026 est estimé à \$8.370.009.**

Tableau 7 : Budget de l'année fiscale 2026 (en dollar US)

Domaines	Montant en dollar US
Cadres macroéconomiques	358.903
Gestion des finances publiques	2.153.422
Administration douanière	694.435
Administration fiscale	738.100
Régulation et supervision bancaires	870.938
Statistiques du secteur réel	700.153
Statistiques des administrations publiques	711.400
Administration et gestion	860.686
Finances	30.000
Formation	200.000
Gouvernance et évaluation	340.000
Réserve budgétaire stratégique	92.828
Sous-total	7.750.865
Gestion du fonds fiduciaire (7%)	619.144
Total de la réserve	8.370.009

Source : Document programme d'AFRITAC Centre 2023-2028

B. CHANGEMENT DU PERSONNEL AU SEIN D' AFC

Mme. Amina Bambara, nouveau conseiller résident en gestion des finances publique, volet budget et contrôle des dépenses.



Avant de rejoindre AFRITAC Centre, Mme Amina Bambara Billa a occupé pendant six ans le poste de Conseiller en gestion des finances publiques au Togo. Elle a aussi occupé dans son pays le Burkina Faso, plusieurs postes de direction couvrant la programmation, la budgétisation, l'exécution et le suivi-évaluation des politiques publiques. Ce parcours inclut le poste de coordonnatrice du budget programme de l'Etat du Burkina où elle a dirigé la bascule intégrale du budget programme, faisant du pays, le pionnier dans l'UEMOA à adopter cette approche,

chef de service cadrage budgétaire avec le développement du CBMT/CDMT Global, Ministre du Budget du Faso et plus de dix ans comme conseiller technique principalement auprès des Ministres de l'Économie et des Finances et de Présidents d'institutions au Burkina, Togo et Guinée. En tant qu'expert du département des finances publiques du FMI, elle a contribué à la rédaction et à l'application des guides des directives communautaires de l'UEMOA, appuyé la mise en œuvre des réformes budgétaires de nombreux pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest, à l'instar du Togo où elle a coordonné la transition au budget programme, assuré l'introduction et la gestion du budget sensible au genre intégrant le dividende démographique et l'implémentation du budget vert.



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale



PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE

I- DIRECTEUR/COORDINATEUR : PHILIPPE EGOUME

II- CONSEILLERS RESIDENTS :

ADMINISTRATION DES REVENUS : BERNARD ZBINDEN, NICOLAS HIOL, BASSIROU SAMBA NIASSE

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES : GUY DABI GAB-LEYBA, AMINA BAMBARA BILLA, MATTHIEU SARDA

MODELISATION MACROECONOMIQUE : J. LANDRY BIKAI

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES : NICOLAS KACOU

STATISTIQUES MACROECONOMIQUES : FAHD NDIAYE ABDEL-AZIZ MOUSSA

STATISTIQUES DU SECTEUR EXTERIEUR⁵ : MARIA MERCEDES COLLAZOS

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE : ABDOUL AZIZ HALIDOU

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES : EUGENIO AVISOA

OPERATION DE LA BANQUE CENTRALE : THIERRY BOREL

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET FINANCEMENT DU TERRORISME :
 IBRAHIMA DIARRA MAGNAN

III- ADMINISTRATION :

⁵ Les activités des domaines statistiques du secteur extérieur et gestion de la dette publique sont présentées en annexes

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE : MARIE-HELENE ISSEMBE

CHARGES DE PROJETS : HISGUIMA DASSIDI CREPIN, BROLIN WILFRIED MBADINGA

ASSISTANTES ADMINISTRATIVES : ROLAGO MBOUMBA CARINE, MBOUYAMBA MERVEILLE
WIDAH, DJENA LAETITIA DJEMBO, GILDAS LOUNDOU MAYOUKOU

CHARGE DU PROTOCOLE-COURSIER : WILFRIED MANGUENGA MANGUENGA



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale**



« RENFORCER LES CAPACITÉS MACROÉCONOMIQUES EN AFRIQUE CENTRALE »

ANNEXE 2

**PROGRAMME DE TRAVAIL D'AFRITAC CENTRE
ANNEE FISCALE 2026**

mai 2025

Le programme de travail du Centre pour l'année fiscale 2026 s'est construit sur la base des besoins en renforcement des capacités de ses pays membres. Ce programme de travail prend en compte non seulement la stratégies FCS du FMI, mais également les nouvelles thématiques émergentes qui sont la gouvernance, la digitalisation, le genre et le changement climatique. Ci-dessous est détaillé le programme de travail de l'année fiscale 2026 des domaines financés par le Centre à travers ses partenaires et pays membres ainsi que ceux financés en partie ou en totalité par les départements du FMI. Il s'agit des domaines :

1. **Administration douanière**
2. **Administration fiscale**
3. **Modélisation macroéconomique**
4. **Analyse et prévisions macrobudgétaires**
5. **Budget (préparation, exécution, et contrôle budgétaires)**
6. **Comptabilité publique et gestion de la trésorerie**
7. **Statistiques des finances publiques**
8. **Statistiques des comptes nationaux**
9. **Régulation et supervision bancaires**
10. **Opérations de la banque centrale**

L'annexe comprend également :

1. **Le programme des séminaires, ateliers et cours régionaux**
2. **Le programme de travail en synergie entre les domaines d'AFRITAC Centre**
3. **Le programme des immersions des cadres d'AFRITAC Centre**
4. **Le programme de participation des conseillers d'AFRITAC Centre a d'autres missions**

Le programme de travail du domaine gestion de la dette publique sera financé par le fonds thématique « DMF » et le programme de travail du domaine statistiques du secteur externe sera désormais financé par le Département des statistiques du FMI (STA). Leurs programmes d'activité pour l'année fiscale 2026 sont dans leurs annexes respectives. L'abréviation (i) « LTX » fait référence aux **Conseillers résidents d'AFRITAC** et l'abréviation (ii) « STX » fait référence aux **Experts de court terme** recrutés pour venir en appui aux Conseillers du Centre.

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration douanière	Burundi	Contrôle a posteriori	Renforcer le controle a posteriori	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	Burundi	Contrôle a posteriori - suivi	Renforcer le controle a posteriori - suivi	Sur site	2	3	0	1
Administration douanière	Cameroun	Evaluation en douane	Suivre le renforcement de l'évaluation en douane	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	Cameroun	Interconnectivité transit	Poursuivre le développement et l'opérationnalisation de l'interconnectivité transit (projet SIGMAT)	Sur site	1	1	1	0
Administration douanière	Cameroun	Interconnectivité transit - suivi	Poursuivre le développement et l'opérationnalisation de l'interconnectivité transit (projet SIGMAT)	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	CEMAC	Renforcer la formation douanière de la CEMAC	Renforcer l'Ecole Inter-Etats des Douanes de la CEMAC	Sur site	1	2	1	0
Administration douanière	CEMAC	Mise en oeuvre du cadre législative communautaire	Appui à l'opérationnalisation des nouveaux comités techniques de la CEMAC	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	CEMAC	Mise en oeuvre du cadre législative communautaire	Appui à la mise en œuvre du Code des Douanes CEMAC	Sur site	2	2	0	1
Administration douanière	Congo	Gestion de la reforme douanière	Promouvoir et renforcer la gestion da réforme douanière	Sur site	1	1	1	0
Administration douanière	Congo	Gestion des risques	Renforcement de la gestion des risques - diagnostic	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	Gabon	Contentieux douanier	Renforcer et automatiser le contentieux douanier	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	Guinée Equatoriale	Developpement organisationnel	Appuyer la réorganisation de la douane	Sur site	1	1	1	0
Administration douanière	Guinée Equatoriale	Developpement organisationnel	Appuyer la réorganisation de la douane	Sur site	1	2	0	1

Administration douanière	Guinée Equatoriale	Gestion des exonérations et régimes suspensifs	Renforcer le suivi et le contrôle des exonérations des droits et taxes douanières	Sur site	1	1	0	1
Administration douanière	République centrafricaine	Gestion stratégique de la réforme et Cooperation Douanes - Administration fiscale	Suivre la mise en œuvre de la réforme douanière et examiner l'échange de données entre la Douane et l'administration fiscale	Sur site	1	2	1	0
Administration douanière	République centrafricaine	Interconnectivité transit	Poursuivre le développement et l'opérationnalisation de l'interconnectivité transit (projet SIGMAT)	Sur site	2	3	1	0
Administration douanière	République centrafricaine	Facilitation et sécurisation des procédures douanières	Poursuivre le suivi et le contrôle des exonérations des droits et taxes douaniers	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	République démocratique du Congo	Réforme de Droits d'Accises	Assister la Douane a la mise en œuvre d'un dispositif pour la gestion des droits d'Accises.	Sur site	1	1	0	1
Administration douanière	République démocratique du Congo	Planification et mise en œuvre de la réforme douanière	Suivre la mise en œuvre de la réforme douanière	Sur site	2	3	1	0
Administration douanière	République démocratique du Congo	Interconnectivité transit	Poursuivre le développement et l'opérationnalisation de l'interconnectivité transit (projet SIGMAT)	Sur site	2	3	1	0
Administration douanière	Sao Tome et Principe	Mise en oeuvre du plan d'actions en matière de gestion des risques	Poursuivre le renforcement de la gestion des risques, du contrôle a posteriori et de l'OEA	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	Sao Tome et Principe	Mise en oeuvre du plan d'actions en matière de gestion des risques	Appui à l'application des nouvelles règles d'origine	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	Sao Tome et Principe	Gestion de la réforme	Appui à la gestion de la réforme	Sur site	2	4	1	0
Administration douanière	Tchad	Contentieux douanier	Suivre et assister à la mise en œuvre du plan d'action visant le renforcement du contentieux douanier	Sur site	1	2	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration fiscale	Burundi	Appui au projet de "gestion moderne de la TVA" mission 01	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	1	1	0
Administration fiscale	Burundi	Appui au projet de "gestion moderne de la TVA" mission 02	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	2		1
Administration fiscale	Burundi	Appui au projet de "gestion moderne de la TVA" mission 03 (format virtuel)	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	en ligne	2	4	1	0
Administration fiscale	Cameroun	Gestion des donnees/manuel de procedures et guides d'application	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Sur site	1	1	1	1
Administration fiscale	Cameroun	Elaboration d'un plan de reprise d'activites	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Sur site	2	4		1
Administration fiscale	Cameroun	Gestion du risque de conformite/ strategie de recouvrement des arrieres fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3		1
Administration fiscale	Cameroun	Gestion du risque de conformite/ centre des teleservices fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	2	1	
Administration fiscale	CEMAC	Sensibilisation sur le LPFC et son guide d'application	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Sur site	1	2	1	
Administration fiscale	Congo	Appui au projet de modernisation de la gestion de la TVA 01	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	2	1	0
Administration fiscale	Congo	Appui au projet de modernisation de la gestion de la TVA 02	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3		1
Administration fiscale	Congo	Appui au projet de modernisation de la gestion de la TVA 03 (mission virtuelle)	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	en ligne	2	4		0
Administration fiscale	Gabon	Gestion des risques de conformite	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	1	1	1
Administration fiscale	Gabon	Strategie de recouvrement des arrieres fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3	1	1
Administration fiscale	Gabon	Evaluation TADAT	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Sur site	2	4	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration fiscale	Guinee Equatoriale	Renforcement des capacites de l'Unite des grands contribuables	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	2	1	1
Administration fiscale	Guinee Equatoriale	Strategie de recouvrement des arrieres fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3		1
Administration fiscale	République centrafricaine	Appui à la mise en œuvre du plan de modernisation de la DGID pour la periode 2025-2027 (mission 1)	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	2	1	0
Administration fiscale	République centrafricaine	Appui à la mise en œuvre du plan de modernisation de la DGID pour la periode 2025-2027 (mission 2)	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3	1	0
Administration fiscale	République centrafricaine	Appui à la mise en œuvre du plan de modernisation de la DGID pour la periode 2025-2027 (mission 3)	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	en ligne	2	4		1
Administration fiscale	République démocratique du Congo	Appui à la mise en œuvre du projet de gestion moderne de la TVA (mission 01)	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	1	1	0
Administration fiscale	République démocratique du Congo	Appui à la mise en œuvre du projet de gestion moderne de la TVA (mission 02)	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3		1
Administration fiscale	République démocratique du Congo	Appui à la mise en œuvre du projet de gestion moderne de la TVA (mission 03)	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	4		0
Administration fiscale	Saotome et Principe	Mise en place d'un service des grands contribuables operationnel et formation des agents	Renforcement des modalites de gestion de l'administration des recettes et de la gouvernance	Sur site	1	1		1
Administration fiscale	Saotome et Principe	Strategie de recouvrement des arrieres fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	2	0	1
Administration fiscale	Tchad	Appui à la mise en œuvre du projet de contrôle sur pièces automatisé 01	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	1	1	0
Administration fiscale	Tchad	Appui à la mise en œuvre du projet de contrôle sur pièces automatisé 02	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3		1
Administration fiscale	Tchad	Appui à la mise en œuvre du projet de contrôle sur pièces automatisé 03 (mission en ligne)	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	en ligne	2	4		0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Modélisation macroéconomique	Tchad	Mission d'assistance technique pour le développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT)	Renforcement de capacités et développement d'un modèle macroéconomique associé à un module d'analyse de la dynamique de la dette	Sur site		1	1	1 0
Modélisation macroéconomique	Tchad	Travaux pratiques entre missions	Révision des propriétés du modèle, analyse des données, suivi des formations en ligne et en présentiel	Virtuelle		1	1	1 0
Modélisation macroéconomique	Gabon	Mission de cadrage pour le développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Collecte d'informations utiles pour le démarrage du projet, renforcement de capacités (Programmation et Politiques Financières - PPF) avec un modèle macroéconomique MFT associé à un module d'analyse de la dynamique de la dette	Sur site		1	1	1 1
Modélisation macroéconomique	Gabon	Première mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Analyse de la qualité et de la cohérence des données, calibrage des paramètres des fonctions de comportement, estimation de l'écart de production, formation sur le module d'analyse de la dynamique de la dette (Debt dynamic Tool - DDT)	Sur site		1	1	1 1
Modélisation macroéconomique	Gabon	Travaux pratiques entre missions	Révision des propriétés du modèle, analyse des données, suivi des formations en ligne et en présentiel	Virtuelle		1	1	1 0
Modélisation macroéconomique	Gabon	Deuxième mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Finalisation du scénario de base, début de personnalisation de l'outil, évaluation des propriétés du modèle, analyse de la cohérence avec les résultats du DDT, début des travaux de conception du manuel	Virtuelle		1	1	1 0
Modélisation macroéconomique	Cameroun	Mission de cadrage pour le développement d'un outil de prévisions macroéconomique et d'analyse de scénarios capable de faire des analyses de la dette	Collecte d'informations utiles pour le démarrage du projet, renforcement de capacités sur la modélisation à travers les outils de ICD	Sur site		1	1	1 0
Modélisation macroéconomique	Cameroun	Première mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique et d'analyse de scénarios	Analyse de la qualité et de la cohérence des données, formation sur en PPF, début des travaux avec le modèle CAEM (Comprehensive Adaptive Expectations Model)	Sur site		1	2	1 0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Modélisation macroéconomique	Cameroun	Travaux pratiques entre missions	Révision des propriétés du modèle, analyse des données, suivi des formations en ligne et en présentiel	Virtuelle	2	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Burundi	Mission de cadrage pour le développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Collecte d'informations utiles pour le démarrage du projet, renforcement de capacités (Programmation et Politiques Financières - PPF) avec un modèle macroéconomique MFT associé à un module d'analyse de la dynamique de la dette	Sur site	1	1	1	1
Modélisation macroéconomique	Burundi	Première mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Analyse de la qualité et de la cohérence des données, calibrage des paramètres des fonctions de comportement, estimation de l'écart de production, formation sur le module d'analyse de la dynamique de la dette (Debt dynamic Tool - DDT)	Sur site	1	1	1	1
Modélisation macroéconomique	Burundi	Travaux pratiques entre missions	Révision des propriétés du modèle, analyse des données, suivi des formations en ligne et en présentiel	Virtuelle	2	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Burundi	Deuxième mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Finalisation du scénario de base, début de personnalisation de l'outil, évaluation des propriétés du modèle, analyse de la cohérence avec les résultats du DDT, début des travaux de conception du manuel	Virtuelle	2	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Congo Rep	Mission de cadrage pour le développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Collecte d'informations utiles pour le démarrage du projet, renforcement de capacités (Programmation et Politiques Financières - PPF) avec un modèle macroéconomique MFT associé à un module d'analyse de la dynamique de la dette	Sur site	1	1	1	1
Modélisation macroéconomique	Congo Rep	Première mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Analyse de la qualité et de la cohérence des données, calibrage des paramètres des fonctions de comportement, estimation de l'écart de production, formation sur le module d'analyse de la dynamique de la dette (Debt dynamic Tool - DDT)	Sur site	1	1	1	1
Modélisation macroéconomique	Congo Rep	Travaux pratiques entre missions	Révision des propriétés du modèle, analyse des données, suivi des formations en ligne et en présentiel	Virtuelle	2	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Congo Rep	Deuxième mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Finalisation du scénario de base, début de personnalisation de l'outil, évaluation des propriétés du modèle, analyse de la cohérence avec les résultats du DDT, début des travaux de conception du manuel	Virtuelle	2	1	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Modélisation macroéconomique	Guinée Equatoriale	Mission de cadrage pour le développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Collecte d'informations utiles pour le démarrage du projet, renforcement de capacités (Programmation et Politiques Financières - PPF) avec un modèle macroéconomique MFT associé à un module d'analyse de la dynamique de la dette	Sur site	1	1	1	1
Modélisation macroéconomique	Guinée Equatoriale	Première mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Analyse de la qualité et de la cohérence des données, calibrage des paramètres des fonctions de comportement, estimation de l'écart de production, formation sur le module d'analyse de la dynamique de la dette (Debt dynamic Tool - DDT)	Sur site	1	1	1	1
Modélisation macroéconomique	Guinée Equatoriale	Travaux pratiques entre missions	Révision des propriétés du modèle, analyse des données, suivi des formations en ligne et en présentiel	Virtuelle	2	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Guinée Equatoriale	Deuxième mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Finalisation du scénario de base, début de personnalisation de l'outil, évaluation des propriétés du modèle, analyse de la cohérence avec les résultats du DDT, début des travaux de conception du manuel	Virtuelle	2	1	1	0
Modélisation macroéconomique	RDC	Mission d'évaluation des besoins	Evaluer le dispositif existant, présenter les pratiques d'assistance technique de ICD, présenter les caractéristiques des Outils disponibles et analyser les besoins réels	Sur site	2	4	1	0
Modélisation macroéconomique	Sao Tome	Mission d'évaluation des besoins	Evaluer le dispositif existant, présenter les pratiques d'assistance technique de ICD, présenter les caractéristiques des Outils disponibles et analyser les besoins réels	Sur site	2	4	1	0
Modélisation macroéconomique	RCA	Mission d'évaluation des besoins	Evaluer le dispositif existant, présenter les pratiques d'assistance technique de ICD, présenter les caractéristiques des Outils disponibles et analyser les besoins réels	Sur site	2	4	1	0
Modélisation macroéconomique	Maurice	Formation	Macroeconomic Management in resources rich countries	Sur site	2	4	1	0
Modélisation macroéconomique	AFC	Formation	Fiscal sustainability (with DDT)	Sur site	2	4	1	0
Modélisation macroéconomique	Niger	Mission de personnalisation du DDT pour l'analyse de la dynamique de la dette	Prise en compte des ressources pétrolières, prise en compte des catastrophes naturelles, finalisation du manuel.	Sur site	1	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Guinée Conakry	Mission de cadrage pour l'élaboration d'un modèle de projection trimestriel avec l'approche FPAS	Collecte d'informations utiles pour le démarrage du projet, renforcement de capacités sur les modèles d'équilibre général dynamiques stochastiques avec IRIS	Sur site	1	1	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Prévisions macrobudgétaires	Burundi	Appui à la validation du guide de préparation du CBMT/CDMT global , renforcement de capacités des acteurs sur l'outil et arrimage du DPBEP au budget programme (en synergie avec budget et controle de la depense)	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	1	1	1
Prévisions macrobudgétaires	Burundi	Mission de suivi sur les dispositifs de prevision des recettes- - Developpement des maquettes de previsions et du module de microsimulation	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	1		1
Prévisions macrobudgétaires	Burundi	Mise en place de la fonction de gestion des risques budgetaires - Mission de formation et d'appui a la redaction de la DRB	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgetaires	Sur site	2	3	1	1
Prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Formation sur les outils d'analyse des risques budgetaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgetaires	Sur site	1	1		1
Prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Séminaire de sensibilisation des Secrétaires Généraux/Parlemenaires sur les risques budgetaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgetaires	Sur site	2	3	1	1
Prévisions macrobudgétaires	RCA	Renforcement des dispositifs de cadrage pluriannuel (CBMT- CDMT)-Amelioration de l'outil de projection du CBMT/CDMT global	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	4	1	1
Prévisions macrobudgétaires	Congo	Renforcement des dispositifs de cadrage pluriannuels (CBMT/CDMT)-Developpement du modele CBMT/CDMT global	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	A distance	1	1	1	1
Prévisions macrobudgétaires	Congo	Participation à une mission HQ sur la quantification des risques budgetaires sur les Entreprises publiques et la dette publique	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgetaires	Sur site	1	1	1	

Prévisions macrobudgétaires	Congo	Mission de suivi sur les dispositifs de prevision des recettes - Developpement des maquettes de previsions et du module de microsimulation	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	2		1
Prévisions macrobudgétaires	Gabon	Mission de suivi sur les dispositifs de prevision des recettes - Developpement des maquettes de previsions et du module de microsimulation	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	4		1
Prévisions macrobudgétaires	Gabon	Mission de suivi sur les outils de gestion des risques budgetaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgetaires	Sur site	1	2	1	1
Prévisions macrobudgétaires	Guinée Equatoriale	Mission de suivi sur le developpement d'un dispositif de cadrage pluriannuel (CBMT/CDMT)	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	2	1	1
Prévisions macrobudgétaires	RDC	Participation a une mission HQ - Risques budgetaires liés aux catastrophes naturelles	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgetaires	Sur site	1	1	1	
Prévisions macrobudgétaires	RDC	Mission exploratoire pour le développement d'un outil de prévision des recettes pour les régies	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	3	1	1
Prévisions macrobudgétaires	RDC	Mission de suivi pour le développement d'un outil de prévision des recettes pour les régies	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	4		1
Prévisions macrobudgétaires	Sao Tome et Principe	Mission de suivi-Developpement d'un outil de projection du CBMT/CDMT global	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	3	1	1
Prévisions macrobudgétaires	Tchad	Mission de suivi sur les dispositifs de prevision des recettes - Constitution des base de donnees historiques - Developpement des maquettes de previsions	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	2	1	1
Prévisions macrobudgétaires	Tchad	Mission d'appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgetaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgetaires	Sur site	2	4	1	1
Prévisions macrobudgétaires	Regional	Participation à la validation du Guide regional sur les risques budgetaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgetaires	Sur site	1	2	1	1
Prévisions macrobudgétaires	Regional	Finalisation du Guide regional d'elaboration des cadres pluriannuels	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	A distance	2	3		2

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Budget et contrôle des dépenses	Burundi	Appuyer la validation du guide de préparation du CBMT/CDMT, la rédaction du document de programmation économique et budgétaire pluriannuelle (DPBEP), renforcer les capacités des acteurs sur l'outil et l'arrimage DPBEP et budget programme (en synergie avec le LTX Macro budgétaire)	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques publiques	Sur site	2	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Burundi	Elaborer le guide du Rapport Annuel de Performances (RAP) et suivi opérationnalisation des PAP	Renforcer l'exécution et le contrôle du budget de l'Etat	Sur site	1	3	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Cameroun	Renforcer les outils de gestion de la trésorerie (PPM/PE/PT) (en synergie avec le LTX gestion trésorerie et compta)	Améliorer la gestion des actifs et passifs	Sur site	2	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Cameroun	Faire le diagnostic de la gestion des entreprises publiques et la revue des Entreprises publiques (EP) existantes assortie de plan d'actions Participation à une mission du siège (AFC & FAD)	Renforcer la surveillance et la gouvernance des entreprises publiques	Sur site	1	4	0	1
Budget et contrôle des dépenses	Centrafrique	Seminaire gouvernemental et parlementaire sur le budget programme et le débat d'orientation budgétaire	Sensibiliser le gouvernement et le parlement sur le processus de bascule vers le budget programme et sur l'analyse des documents budgétaires et au vote du budget en mode programme	Sur site	1	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Centrafrique	Revue des Programmes et actions budgétaires de tous les ministères	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques publiques (AFC)	Sur site	2	4	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Congo	Evaluer le processus de la bascule au BP, assorti d'un plan d'actions et renforcer les capacités du STAFF du cabinet et des principaux acteurs de la chaîne managériale et de l'équipe des formateurs	Renforcer l'exécution et le contrôle du budget de l'Etat	Sur site	1	1	1	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Budget et contrôle des dépenses	Congo	Elaborer la loi de règlement en mode programme et faire l'analyse qualité du canevas de Rapport Annuel de Performances (RAP)	Renforcer l'exécution et le contrôle du budget de l'Etat	Sur site	2	4	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Gabon	Evaluer le cahier des charges techniques et fonctionnels du nouveau PGI SIGFIP (en synergie avec LTX gestion tresorerie et compta)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	1	1	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Gabon	Mettre en place le dispositif de contrôle interne et de gestion	Moderniser le contrôle budgétaire dans un contexte de contrôle interne budgétaire effectif	Sur site	2	3	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Gabon	Renforcer la budgétisation verte intégrant les Changements climatiques et l'environnement - Participation à une mission du siège (AFC & FAD)	Renforcer la gestion des Finances publiques intégrant la dimension des Changements climatiques (CC)	Sur site	1	3	1	0
Budget et contrôle des dépenses	Guinee Equatoriale	Elaborer un manuel de procédures d'exécution de la dépense publique en redéfinissant les étapes du circuit de la dépense et en définissant les différentes procédures de la dépense : normales, simplifiées, dérogatoires et exceptionnelles	Améliorer l'exécution du budget de l'Etat en complétant les outils et les référentiels	Sur site	1	2	2	1
Budget et contrôle des dépenses	Guinee Equatoriale	Doter les contrôleurs financiers d'un manuel de procédures de contrôle	Renforcer les procédures et le contrôle de l'exécution du budget	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Budget et contrôle des dépenses	République démocratique du Congo	Assurer la revue qualité des projets des maquettes des programmes budgétaires des ministères de l'Etat incluant les budgets annexes et les Compte spéciaux du Trésor (CST)	Renforcer le processus de la bascule vers le budget de programme	Sur site	1	1	1	1
Budget et contrôle des dépenses	République démocratique du Congo	Assurer la revue qualité du cahier des charges fonctionnel du nouveau système intégré de gestion des finances publiques dans le cadre du budget-programme	Renforcer la préparation et l'exécution du budget de l'Etat en mode programme	Sur site	2	3	0	1
Budget et contrôle des dépenses	République démocratique du Congo	Elaborer un référentiel de budgétisation des dépenses d'investissement en autorisation d'engagement et en crédits de paiement (AE-CP)	Amélioration de la gestion des investissements publics	Sur site	1	3	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Sao Tome et Principe	Introduire la budgétisation des investissements publics IP en autorisation d'engagement et en crédits de paiement (AE-CP)	Améliorer la gestion des investissements publics	Sur site	1	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Tchad	Faire le diagnostic du processus de la budgétisation par programme et élaborer un plan d'actions pour la transition au budget programme	Accompagner le processus de la transition du budget de moyens au budget programme	Sur site	2	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Tchad	Poursuivre l'informatisation des plans d'engagement (PE) et des plans de travail et de budget annuel dans le système d'information SIGFIP	Améliorer la prévisibilité de la programmation et de l'exécution des dépenses	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Burundi	Appui a la realisation d'un cahier des charges fonctionnel relatif a un module de comptabilite des matieres	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	1	1	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Cameroun	Renforcement des outils de gestion de la tresorerie (PPM/PE/PT) en synergie avec Amina Bambara	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site	1	2	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Cameroun	Appui a la realisation des operations d'inventaire	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	3	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	CEMAC	Elaboration d'un manuel relatif aux Etats financiers et aux operations comptables d'inventaire de fin d'annee	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	En distanciel	1	2	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Regional (CEMAC / UEMOA)	Organisation d'un seminaire relatif aux etats financiers et aux operations de fin d'annee	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	3	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Regional	Organisation du FOHBAC (en synergie avec Guy Dabi et Amina)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	1	1	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Congo	Operationnalisation de la comptabilite des matieres	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	4	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Congo	Mise en oeuvre d'une fonction bancaire au sein du Tresor public	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site	1	2	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Gabon	Definition d'un cahier des charges relatif a la digitalisation du recouvrement des recettes douanieres (en synergie avec Bernard Zbinden)	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site	1	2	1	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Gabon	Evaluation des cahier des charges techniques et fonctionnels du nouveau PGI SIGFIP (mission en synergie avec Amina Bambara)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site		1	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Guinee Equatoriale	Mise en oeuvre d'un plan de tresorerie	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site		1	2	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Guinee Equatoriale	Structuration de la fonction comptable de l'Etat	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site		2	4	0
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	République centrafricaine	Appui a la definition d'un cadre juridique et reglementaire pour la digitalisation des recettes fiscales, douanieres et des produits divers de l'Etat. (en synergie avec Nicolas Hiol)	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site		1	2	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	République démocratique du Congo	Appui a la structuration de la fonction comptable de l'Etat dans le cadre de la creation de la DGTCP	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site		2	3	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	République démocratique du Congo	Renforcement et modernisation des outils de prevision	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site		2	4	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Saotome et Principe	Appui à l'élaboration d'un plan comptable de l'Etat (a affiner avec les autorites)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site		2	4	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Tchad	Mise en oeuvre d'un cadre normatif du controle interne comptable et financier de l'Etat	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site		1	2	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Tchad	Amelioration des outils de gestion de la tresorerie de l'Etat	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site		2	1	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques des finances publiques	Burundi	* Produire le TOFE de l'administration centrale budgétaire (Trimestrielle et annuelle) et du sous-secteur de la sécurité sociale (année fiscale 2023); * Identification d'un échantillon d'unités pour l'élaboration du TOFE du sous-secteur des unités extrabudgétaires. * Elaboration des statistiques de la dette	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	2	1	0
Statistiques des finances publiques	Burundi	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publiques : Sensibilisation et examen des données primaires; * Elaboration de la classification fonctionnelle des dépenses	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	2	4	1	1
Statistiques des finances publiques	Cameroun	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publiques : Sensibilisation et examen des données primaires; * Elaboration de la classification fonctionnelle des dépenses	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	2	3	1	1
Statistiques des finances publiques	CEMAC						0	1
Statistiques des finances publiques	Congo République	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publiques : Sensibilisation et examen des données primaires; * Elaboration de la classification fonctionnelle des dépenses;	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	1	1	1
Statistiques des finances publiques	Gabon	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publiques : Sensibilisation et examen des données primaires; * Elaboration de la classification fonctionnelle des dépenses;	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	1	1	0
Statistiques des finances publiques	Guinée Equatoriale	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publiques : Sensibilisation et examen des données primaires; * Elaboration de la classification fonctionnelle des dépenses;	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	1	0	1
Statistiques des finances publiques	Guinée Equatoriale	* Elaboration des autres tableaux du cadre d'analyse minimum	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques des finances publiques	RCA	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publique	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire	Sur site	2	3	1	1
Statistiques des finances publiques	RDC	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire;	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture de la compilation des entreprises publiques dans le cadre des GFS	Sur site	1	1	1	0
Statistiques des finances publiques	RDC	* Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publique; * Elaboration des statistiques de la dette du sous-secteur de l'administration publique	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	2	4	1	1
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé & Principe	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire (Base MSFP 1986 et 2014) ; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publiques : Sensibilisation et examen des données primaires; Elaboration de la classification fonctionnelle des dépenses; * Elaboration des autres tableaux du cadre d'analyse minimum	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site		2	1	1
Statistiques des finances publiques	Tchad	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publique;	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	2	1	0
Statistiques des finances publiques	Tchad	* Elaboration des statistiques de la dette du sous-secteur de l'administration publique	Statistiques sur la dette du secteur public	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques des comptes nationaux	Burundi	Alignement des comptes trimestriels sur la nouvelle base des comptes nationaux	Finaliser la serie du PIB trimestriel aux prix courants (SCN 1993)	Sur site	1	2	0	1
Statistiques des comptes nationaux	Burundi	Developpement de la sequence des comptes de secteurs institutionnels	Formation sur le tableau des comptes economiques integres (TCEI)	Sur site	2	3	0	1
Statistiques des comptes nationaux	Cameroun	Développement des comptes nationaux trimestriels	Implementation d'un TRE trimestriel	Sur site	2	3	1	0
Statistiques des comptes nationaux	Cameroun	Elaboration des comptes de patrimoine	Implementation des comptes de patrimoine financiers	Sur site	2	3	1	1
Statistiques des comptes nationaux	Congo République	Developpement des statistiques conjoncturelles et des comptes nationaux (SCN 1993)	Elaboration des comptes nationaux definitifs 2023 et provisoires 2024 (SCN 1993)	Sur site	1	1	1	0
Statistiques des comptes nationaux	Congo République	Elaboration d'une nouvelle annee de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Traitement des sources de donnees pour le rebasage des comptes nationaux (SCN 2008)	Sur site	1	2	0	2
Statistiques des comptes nationaux	Gabon	Elaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Finalisation du traitement des sources de donnees et initialisation des travaux decentralises sur les equilibres ressources emplois et les comptes de branche	Sur site	1	1	1	0
Statistiques des comptes nationaux	Gabon	Elaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Travaux de synthese des comptes de l'annee de base	Sur site	2	3	1	1
Statistiques des comptes nationaux	Guinée Equatoriale	Developpement des statistiques conjoncturelles et des comptes nationaux (SCN 1993)	Elaboration des comptes nationaux definitifs 2023 et provisoires 2024 (SCN 1993)	Sur site	1	1	0	1
Statistiques des comptes nationaux	Guinée Equatoriale	Elaboration d'une nouvelle annee de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Traitement des sources de donnees pour le rebasage des comptes nationaux (SCN 2008)	Sur site	2	3	0	1
Statistiques des comptes nationaux	République centrafricaine	Elaboration d'une nouvelle annee de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Elaboration du TRE 2021 et retrioplation	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques des comptes nationaux	République centrafricaine	Elaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Elaboration du TRE 2022	Sur site	2	4	0	1
Statistiques des comptes nationaux	République démocratique du Congo	Développement des statistiques conjoncturelles et des comptes nationaux (SCN 1993)	Elaboration des comptes nationaux définitifs 2023 et provisoires 2024 (SCN 1993); traitement des sources du rebasage et initialisation des travaux sur les équilibres ressources emplois et comptes de branche (SCN 2008)	Sur site	1	1	1	0
Statistiques des comptes nationaux	République démocratique du Congo	Elaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Travaux de synthèse des comptes de l'année de base	Sur site	2	4	1	0
Statistiques des comptes nationaux	Sao Tome et Principe	Développement de la série des comptes nationaux SCN 2008	Elaborer les CN 2019-2020	Sur site	1	2	0	1
Statistiques des comptes nationaux	Sao Tome et Principe	Développement des comptes de secteurs institutionnels	Formation sur le tableau des comptes économiques intégrés (TCEI)	Sur site	2	4	1	1
Statistiques des comptes nationaux	Tchad	Développement de la série des comptes nationaux SCN 2008	Elaboration du TCEI 2024	Sur site	1	2	0	1
Statistiques des comptes nationaux	Tchad	Développement des comptes de secteurs institutionnels	Introduction des comptes financiers	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Developpement de la reglementation relative à l'encadrement du risque de taux du portefeuille bancaire (IRRBB- Interest Risk in Banking Book)	Developpement de la reglementation relative à l'encadrement du risque de taux du portefeuille bancaire (IRRBB- Interest Risk in Banking Book) et formation des superviseurs de la BRB sur la supervision des risques de taux.	Sur site	1	1	1	0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Revue du deuxieme exercice de notation des banques via SEPREC	Revue du deuxieme exercice de notation et de son integration dans les actions de supervision de la BRB dans le cadre de l'implementation de sa supervision basee sur les risques.	Sur site	1	2	1	0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Elaboration d'un guide méthodologique de contrôle sur pièce et sur place du risque informatique/cyber	Elaboration d'un guide méthodologique de contrôle sur pièce et sur place du risque informatique/cyber; et formation des superviseurs de la BRB.	Sur site	1	2	1	0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Assistance technique sur la revue des rapports d'inspection sur la qualité des portefeuilles de crédits ("credit files review")	Suivi de l'assistance technique sur l'organisation par la DSS de missions d'inspection sur place dans les banques, en mettant l'accent sur les prêts douteux et restructurés Prêts compromis.	Sur site	2	3	1	0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Renforcer les capacités des superviseurs dans le contrôle sur pièces et sur place du risque de liquidité	Elaboaration de méthodologies de contrôle sur pièces et sur place du risque de liquidité, et formation idoine.	Sur site	2	4	1	0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Assistance sur la mise a jour du cadre de simulation de crise du systeme bancaire.	Revue du cadre actuel sur les stress tests microprudentiels, et si besoin proposer des orientations opérationnelles pour sa mise en œuvre, ainsi que des modes opératoires adaptés de leur supervision.	Sur site	1	1	1	0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Mission de suivi sur la revision du cadre reglementaire relatif au calcul du ratio de solvabilite, en integrant le risque operationnel et le risque de marche.	Mise en oeuvre du dispositif bâlois: realisation d'une etude d'impact et finalisation du texte reglementaire relatifs au dispositif de calcul du ratio de solvabilite, en integrant le risque operationnel et le risque de marche .	Sur site	1	2	1	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Revue de la méthodologie de contrôle sur pièce et sur place du risque informatique/cyber	Elaboration d'un guide méthodologique de contrôle sur pièce et sur place du risque informatique/cyber suite a la revision de la reglementation idoine.	Sur site	1	2	1	1
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Assistance technique sur l'elaboration des indicateurs de detection précoce et avancée des crises bancaires.	Renforcement des capacités des superviseurs dans l'anticipation des risques des banques, en complément au modèle de notation des banques.	Sur site	1	2	1	1
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Assistance technique sur le renforcement du cadre prudentiel pour les établissements de paiement sur la base des recommandations des missions d'assistance technique d'AFC précédentes	Renforcer la capacite des superviseurs sur la supervision des établissements de paiement.	Sur site	2	4	1	1
Régulation et supervision bancaires	CEMAC (COSUMAF)	Assistance technique aupres de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) dans la mise en œuvre d'une Supervision Basée sur les Risques.	Renforcement des capacités des supeviseurs de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) dans la mise en œuvre d'une Supervision Basée sur les Risques.	Sur site	1	2	1	0
Régulation et supervision bancaires	République démocratique du Congo	Assistance technique aupres de l' Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances de la République Démocratique du Congo dans la mise en œuvre d'une Supervision Basée sur les Risques.	Renforcement des capacités de la Direction de la Réglementation et du Contrôle de l' Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances de la République Démocratique du Congo dans la mise en œuvre d'une Supervision Basée sur les Risques.	Sur site	1	1	1	0
Régulation et supervision bancaires	République démocratique du Congo	Suivi de l'Assistance technique aupres de l' Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances de la République Démocratique du Congo dans la mise en œuvre d'une Supervision Basée sur les Risques.	Renforcement des capacités de la Direction de la Réglementation et du Contrôle de l' Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances de la République Démocratique du Congo dans la mise en œuvre d'une Supervision Basée sur les Risques.	Sur site	2	3	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Régulation et supervision bancaires	République démocratique du Congo	Revision de l'Instruction 14 : finalisation de la composante relative au LCR (Liquidity Coverage Ratio)	Mise en oeuvre du dispositif Bâle 2/Bâle 3 : deuxieme etude d'impact et finalisation de la revision de la composante relative au developpement du LCR (Liquidity Coverage Ratio)	Sur site	1	2	1	0
Régulation et supervision bancaires	République démocratique du Congo	Revue des missions d'inspections pilotes sur le risque informatique/cyber. Et revue de la reglementation de la BCC relative au risque informatique/cyber.	Bilan de la campagne de missions d'inspections pilotes sur le risque informatique/cyber sur la base d'une methodologie developpee par la BCC avec l'assistance d'AFC. Et revue de la reglementation de la BCC relative au risque informatique/cyber afin d'y integrer les derniers standards internationaux.	Sur site	1	1	1	0
Régulation et supervision bancaires	République démocratique du Congo	Mise en place du processus de surveillance prudentielle (SRP Pilier 2)	dernière revue de la notation des banques par les superviseurs via l'outil SYSNOB, et revue son intégration dans le processus SRP.	Sur site	1	2	1	0
Régulation et supervision bancaires	République démocratique du Congo	Assistance Technique sur l'elaboration des plans de prévention et de redressement par les banques.	Adoption d'un règlement (instruction) précisant les éléments à inclure dans la planification de la prévention et du redressement, y compris le scénario de crise de liquidité et les scénarios de perte d'une ou plusieurs relations de correspondant bancaire.	Sur site	1	1	1	0
Régulation et supervision bancaires	République démocratique du Congo	Assistance technique sur l'elaboration des indicateurs de detection précoce et avancée des crises bancaires.	Renforcement des capacités des superviseurs dans l'anticipation des risques des banques, en complément au modèle de notation des banques.	Sur site	2	3	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Politique monétaire et stabilité financière	Burundi	Cadre du collatéral	Revue du cadre du collatéral pour 1) identifier du collatéral pour garantir les opérations de FLU; 2) mieux protéger le bilan de la BRB dans les opérations de refinancement monétaire	Sur site	1	1	1	1
Stabilité financière	Burundi	Mise en oeuvre d un cadre de FLU	Finaliser le cadre de FLU aligne sur les meilleures pratiques internationales	Sur site	1	2	1	0
Mise en oeuvre de la politique monétaire	Burundi	Améliorer le fonctionnement du marché interbancaire	Exercice de stock taking sur les freins au développement du marché interbancaire	Sur site	2	1	1	1
Mise en oeuvre de la politique monétaire	Burundi	Améliorer les prévisions de liquidité	Mieux déterminer et calibrer les interventions de la BRB	Sur site	2	3	1	1
Mise en oeuvre de la politique monétaire	Burundi	Renover le cadre des interventions de politique monétaire	Organiser les instruments de retraits et d injection de liquidité	Sur site	2	3	1	1
Mise en oeuvre de la politique monétaire	Burundi	Revoir le cadre des réserves obligatoires	Mieux déterminer et calibrer les interventions de la BRB	Sur site	2	4	1	1
Gestion de réserves de change	Burundi	Exercice de stock taking sur la gestion des réserves de change	Renforcer la gouvernance et la sécurité des opérations	Sur site	1	1	1	1
Politique monétaire et stabilité financière	Burundi	Améliorer le fonctionnement du marché des changes	Suivi du marché des changes et élaboration d'un taux de référence	Sur site	2	1	1	1
Politique monétaire et stabilité financière	DR Congo	Cadre du collatéral	Revue du cadre du collatéral pour 1) identifier du collatéral pour garantir les opérations de FLU; 2) mieux protéger le bilan de la BRB dans les opérations de refinancement monétaire	Sur site	1	1	1	1



Programme de travail du domaine Opérations de la banque centrale
Année fiscale 2026



Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Mise en oeuvre de la politique monétaire	DR Congo	Renover le cadre des interventions de politique monétaire	Organiser les instruments de retraits et d injection de liquidite	Sur site	1	1	1	1
Mise en oeuvre de la politique monétaire	DR Congo	Revoir le cadre des reserves obligatoires	Mieux determiner et calibrer les interventions de la BRB	Sur site	1	2	1	1
Gestion de reserves de change	DR Congo	Exercice de stock taking sur la gestion des reserves de change	Renforcer la gouvernance et la securite des operations	Sur site	2	3	1	1
Mise en oeuvre de la politique monétaire	DR Congo	Ameliorer les previsions de liquidite	Mieux determiner et calibrer les interventions de la BRB	Sur site	2	4	1	1
Gestion des risques financiers	DR Congo	Caisse de retraite	Evaluation des risques financiers	Sur site	2	3	1	1

Domaines	Themes	Bénéficiaires	Nombre de participants	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration douanière	Atelier virtuel pour les chef de projet désignés par leurs administrations pour la mise en œuvre du SIGMAT en Afrique centrale	Pays membre d'AFRITAC Centre	20	En distanciel	2	2	1	0
Administration douanière	Le rôle et les responsabilités de la Douane dans le contrôle des exportations de bois	Pays membre d'AFRITAC Centre	25	Sur site	1	2	1	1
Administration douanière et Administration fiscale	Atelier régional visant le renforcement de la collaboration et des échanges d'informations entre les deux administrations.	Pays membre d'AFRITAC Centre	30	Sur site	2	4	2	0
Administration fiscale	Elaboration du projet de Strategie regionale de mobilisation des recettes de fiscalite interieure au sein de la CEMAC	Pays membre de la CEMAC	20	Sur site	1	1	1	0
Administration fiscale	Premiere evaluation de la nouvelle strategie de renforcement des capacites des pays FCS et du projet regional de croisement de donnees, renforcement du leadership des dirigeants des administrations fiscales des pays membres de AFC	Pays membre d'AFRITAC Centre	25	Sur site	1	1	2	1
Modélisation macroeconomique	Cours sur la gestion macroeconomiques dans les pays riches en ressources naturelles	Pays membre d'AFRITAC Centre	20	Sur site	2	3	1	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Joint AFC/AFW/AFS : Séminaire interrégional sur le thème : CBMT, défis de son élaboration et son intégration dans le cycle budgétaire	Pays membre d'AFRITAC Centre	30	Sur site	2	4	1	1
Budget et contrôle des dépenses	FoHBAC - 13e edition-Renforcement des échanges et partage d'experience	Pays membre d'AFRITAC Centre	34	Sur site	1	1	1	1

Domaines	Themes	Bénéficiaires	Nombre de participants	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Budget et contrôle des dépenses	1ère édition du Séminaire sur l'évaluation de la mise en œuvre de la réforme budgétaire du Budget programme : situation actuelle et perspectives	Pays membre d'AFRITAC Centre	34	Sur site	2	4	1	1
Budget et contrôle des dépenses	4e édition du Séminaire sur la gestion des investissements publics GIP	Pays membre d'AFRITAC Centre et AFRITAC de l'Ouest	34	Sur site	1	1	2	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Mise en œuvre du compte du CUT : plan d'action type / mise en œuvre du logiciel AMS/X (pour les 6 pays CEMAC)	pays de la CEMAC + Burundi / RDC / Sao Tome	40	présentiel	2	1	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	La valorisation des états financiers et comptables	pays de la CEMAC + Burundi / RDC / Sao Tome	35	présentiel	2	2	1	1
Statistiques des finances publiques	Intégration des opérations non monétaires dans SFP	Pays membre d'AFRITAC Centre	27	Sur site	2	3	1	1
Statistiques des comptes nationaux	Intégration des statistiques financières et de la BDP dans les comptes nationaux	INS des pays membre d'AFRITAC Centre	27	Sur site	2	3	1	1
Régulation et Supervision bancaires	Séminaire inter régional sur la mise en œuvre de la supervision des risques financiers liés au changement climatique dans le secteur bancaire.	CEMAC - République démocratique du Congo - Burundi	10	Sur site	1	1	1	0
Régulation et Supervision bancaires	Séminaire inter régional sur la mise en œuvre du cadre du Pilier 2 du dispositif bâlois	CEMAC - République démocratique du Congo - Burundi	10	Sur site	2	3	1	1

Domaines		Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration douanière et Administration fiscale	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Modernisation du recouvrement et de la comptabilisation des recettes fiscales et douanières	Sécuriser les recettes fiscales et douanières et renforcer la transparence	Sur site	1	2	3	0
Administration douanière et Administration fiscale	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République centrafricaine	Modernisation du recouvrement et de la comptabilisation des recettes fiscales et douanières	Sécuriser les recettes fiscales et douanières et renforcer la transparence	Sur site	1	2	3	0
Administration douanière	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Modernisation du recouvrement et de la comptabilisation des recettes douanières	Sécuriser les recettes douanières et renforcer la transparence	Sur site	1	2	2	0
Administration douanière	Administration Fiscale	Tchad	Renforcement de la collaboration Douane - Impôts et appui à la mise en oeuvre des échanges de données	Renforcement des fonctions fiscales et douanières de base	Sur site	1	2	2	0
Administration douanière	Administration Fiscale	Gabon	Renforcement de la collaboration Douane - Impôts et appui à la mise en oeuvre des échanges de données	Renforcement des fonctions fiscales et douanières de base	Sur site	2	1	2	0
Administration Fiscale	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Modernisation du recouvrement et de la comptabilisation des recettes fiscales	Sécuriser les recettes fiscales et renforcer la transparence	Sur site	1	2	2	0
Gestion de la dette publique	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Coordination de la gestion de la dette et de la trésorerie	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	2	0
Gestion de la dette publique	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République centrafricaine	Coordination de la gestion de la dette et de la trésorerie	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	2	0

Domaines		Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Budget et contrôle des dépenses	Burundi	Validation et formation sur le guide de préparation du CBMT/CDMT/DPBEP et assurer l'arrimage au budget programme	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	1	2	1
Budget et contrôle des dépenses	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Evaluation des cahier des charges techniques et fonctionnels du nouveau PGI SIGFIP	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	1	1	2	1
Budget et contrôle des dépenses	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Renforcer les outils de gestion de la tresorerie (PPM/PE/PT)	Améliorer la gestion de l'actif et du passif	Sur site	1	1	2	1



Programme des immersions des cadres des pays d'AFRITAC Centre
année fiscale 2026



Domaines	Sujets du stage	Pays bénéficiaires	Pays hôte potentiel	Nombre de participants	Semestre prévu	Trimestre prévu
Administration fiscale	Gestion des mutations immobilières	Cameroun	Ile Maurice	5	2	4
Administration fiscale	Modernisation du recouvrement	Congo	Maroc / Cameroun	4	2	3
Budget et contrôle des dépenses	Voyage d'immersion et de partage d'expériences de 2 cadres de 3 pays au Burkina/Togo	RCA, Tchad et RDC	Burkina Faso/Togo	6	2	4
Regulation et Supervision financières	Renforcer la validation et l'analyse des données prudentielles par les autorités de supervision (fiabilisation des données et nécessité d'accès à la base des données avec des outils appropriés pour l'analyse des risques). Partage d'expériences de la COBAC.	RDC-Burundi	CEMAC (COBAC)	6	2	4

Domaines	Pays	Activités	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration douanière	Seminaire régional	Participation du résident en administration douanière à la Conférence des DG Douanes de la région AOC de l'OMD.	Sur site	1	1	1	0
Administration douanière	Seminaire régional	Participation du résident en administration douanière à l'atelier pour les pays francophones d'Afrique sur l'ICAS (International Customs Survey)	Sur site	1	2	1	0
Administration fiscale	Seminaire régional	Participation aux CREDAF	Sur site			1	0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Regional	Participation au 11e FOHBAC sur lag estion de programme	Sur site	1	2	1	0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Regional	Participation au Seminaire regional sur le basculement au budget programme	Sur site	2	4	1	0
Budget et contrôle des dépenses	Regional	Participation au Seminaire interrégional sur le thème : CBMT, défis de son élaboration et son intégration dans le cycle budgétaire	Sur site	2	4	1	0
Statistiques des finances publiques	Seminaire régional	Participation au seminaire sur la comptabilite nationale	Sur site	1	1	0	1
Statistiques des comptes nationaux	CEMAC	Participation à un seminaire de la CEMAC	Sur site	1	1	0	1
Statistiques des comptes nationaux	Seminaire régional	Participation à l'atelier du conseiller en SSE sur Statistiques du CE et BDP	Sur site	2	3	1	0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

**Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale**



STATISTIQUES DU SECTEUR EXTERIEUR (SSE)

Contribuer à une meilleure gestion des statistiques du secteur extérieur

ANNEXE 3

REALISATIONS ANNEE FISCALE 2025 – PROGRAMME DE TRAVAIL 2026

Mai 2025

Introduction

Le domaine statistique du secteur extérieur (SSE) fait partie des 13 domaines couverts par AFRITAC Centre (AFC). L'assistance technique dans ce domaine est destinée aux pays membres d'AFC et aux institutions régionales de la zone. Les financements des activités de ce domaine proviennent directement du Département des statistiques du FMI-STA. L'appui technique apporté a comme objectifs principaux l'amélioration de la qualité, de la périodicité et des délais de diffusion des SSE, notamment des données de la balance des paiements (BdP) et de la position extérieure globale (PEG). Au niveau de l'AFC, le conseiller en charge des SSE a commencé les activités de renforcement des capacités en novembre 2023. Avant cette période, les activités de renforcement des capacités étaient fournies par le siège du Fonds monétaire international.

Le taux d'exécution de l'année fiscale 2025 (Mai 2024 - Avril 2025)

Le programme révisé des activités prévues pour l'année fiscale est passé de 12 à 10 activités car deux activités ont été décalées en 2026 (année fiscale). Le taux d'exécution au premier semestre se situe à 100%, soit 5 activités réalisées pour 5 prévues. Au second semestre, il se situe également à 100% et 100% au niveau annuel.

Tableau 1. Exécution du programme au premier semestre (Mai 2024 – Avril 2025)

Activités prévues pour l'année fiscale 2025	Activités révisées pour l'année fiscale 2025	Activités réalisées pour le premier semestre	Activités réalisées pour le second semestre	Taux d'exécution annuel
12	10	5	5	100%

Réalisations

Burundi

Diagnostic des SSE

Les principaux objectifs de la mission de diagnostic étaient d'identifier les besoins, les priorités et les modalités de mise en œuvre de l'appui technique fourni par AFC (FMI) à la Banque centrale de la République du Burundi (BRB) dans le but d'améliorer la qualité des SSE et assurer leur diffusion trimestrielle à travers le système intégré de collecte de données du FMI (SCI). La mise en œuvre du plan de travail convenu avec les missions d'assistance

technique précédentes a aussi été évaluée. Des progrès importants ont été réalisés tels que la diversification des sources de données et un usage plus intensif des enquêtes nécessaires à l'élaboration des statistiques des investissements directs et des transferts personnels. La mission a évalué les pratiques de compilation et de diffusion des SSE, en mettant l'accent sur les données de base et les techniques statistiques utilisées pour compiler les SSE. En outre, la mission a abordé les sujets soulevés par le Département Afrique du FMI (AFR) concernant l'amélioration de la couverture et de la cohérence globale entre le solde déficitaire des transactions courantes et ses sources de financement dans la BdP. Comme résultat de la mission d'AT, les données de la BdP sont envoyées au STA-FMI et une révision intégrale du compte financier est en construction.

Cameroun

Cohérence globale des statistiques annuelles et trimestrielles de la balance des paiements (BdP)

La mission s'est penchée sur (i) l'examen de la cohérence globale des statistiques annuelles et trimestrielles de la balance des paiements (BdP) et de la position extérieure globale (PEG) ; (ii) évaluation du traitement méthodologique des statistiques d'investissement direct et des statistiques de la dette extérieure ; (iii) l'évaluation de la qualité des données du commerce international de marchandises ; et (iv) la formulation de recommandations en vue d'une diffusion régulière des statistiques du secteur extérieur sur le site d'internet du FMI et de la BEAC. En outre, la mission a évalué les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations formulées par la précédente mission d'assistance technique en statistiques du secteur extérieur.

Congo

Appui aux statistiques du secteur extérieur de la République du Congo

La mission était axée sur : (i) l'examen de la cohérence globale des statistiques annuelles et trimestrielles du secteur extérieur (balance des paiements et position extérieure internationale) ; (ii) l'évaluation du traitement méthodologique des transactions internationales réalisées par les sociétés pétrolières et minières, notamment des importations de services et des transactions et positions des investissements directs ; et (iii) l'évaluation de la qualité des statistiques du commerce international de marchandises et de la dette extérieure. En outre, la mission a encouragé la diffusion des statistiques du secteur extérieur par le FMI, étant donné l'approbation récente des statistiques de la balance des paiements (BDP) de 2023 exprimée par le Comité national de la balance des paiements, et a évalué les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations formulées par la mission d'assistance technique en statistiques du secteur extérieur en 2024.

Gabon

Appui à l'élaboration et la diffusion des SSE

La mission d'AT avait pour objectif de renforcer les capacités statistiques et améliorer la qualité des SSE. Cette mission de diagnostic s'est déroulée en même temps que la mission de la BEAC-services centraux et s'est concentrée principalement sur (i) la révision et l'établissement des statistiques annuelles de la BdP et de la PEG des années 2022-2023, tout en assurant leur cohérence globale, ii) l'établissement de la méthodologie d'estimation des transactions et des positions du secteur pétrolier et iii) sur la compilation des transactions et positions extérieures des investissements directs conformément à la méthodologie de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6). La publication des BdP des années 2022 et 2023 a été faite au cours du premier trimestre de 2025.

Guinée Equatoriale

Amélioration de la qualité globale des statistiques de la balance des paiements (BdP) et de la position extérieure globale (PEG)

La mission d'assistance technique a permis l'amélioration de la qualité globale des statistiques de la BdP et de la PEG, conformément au MBP6. Elle a par ailleurs permis de réviser les statistiques de la BdP ; d'évaluer la couverture et la cohérence des statistiques du commerce extérieur établies par la BEAC-GE et les statistiques du secteur réel de l'INEGE ; d'examiner les sources de données et la méthodologie pour l'élaboration de statistiques sur les investissements directs.

République centrafricaine

Appui à l'élaboration et la diffusion des statistiques du secteur extérieur (SSE)

Une mission d'assistance technique en SSE a eu lieu à la BEAC à Bangui du 18 au 29 novembre 2024. Elle a collaboré avec la BEAC pour réviser les statistiques de la balance des paiements de 2023 et compiler les statistiques trimestrielles de 2024, objectif pas encore atteint en raison d'un manque d'informations trimestrielles. Des améliorations des sources de données ont été entreprises, y compris l'accès aux informations de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca), aux données sur le commerce de bétail et aux déclarations fiscales des grandes entreprises. La mission a également actualisé le plan de travail de février 2024 et permis

l'accès à la plateforme de transmission des statistiques du STA-FMI, facilitant la distribution et publication des SSE.

République Démocratique du Congo

Appui au renforcement de la qualité des SSE

L'objectif principal de cette mission était d'appuyer le cadre technique de la Banque Centrale de la République Démocratique du Congo (BCC)-BdP dans la mise en œuvre des recommandations formulées par la mission d'assistance technique de mars 2024. La mission s'est concentrée sur l'amélioration (i) de la qualité des données des actifs de réserves internationales ; (ii) de la cohérence entre les SSE et les statistiques monétaires ; et (iii) de la méthodologie d'estimation des crédits commerciaux et les statistiques de la dette extérieure. La mission a constaté que les autorités progressent dans la mise en œuvre des recommandations de la mission de mars 2024. Elle a également constaté que les actifs de réserves internationales brutes sont calculés selon les normes internationales. Une nouvelle méthodologie d'estimation des crédits commerciaux a été partagée avec la BCC et de nouvelles sources de données devront être exploitées pour sa mise en œuvre. Un fichier Excel permettant de compiler les statistiques de la dette extérieure selon la base de droits constatés a été fourni à la BCC, de même qu'un fichier Excel utile pour assurer la cohérence entre les SSE et les statistiques monétaires. La BCC a commencé à transmettre les données de la BdP au Département des Statistiques du FMI à travers le SCI.

Appui aux statistiques du secteur extérieur de la République Démocratique du Congo

Les principaux résultats de la mission ont été : (i) l'identification d'une possible surestimation des importations de biens de la BdP. La révision de la méthodologie de traitement des données douanières pour des fins statistiques de la balance des paiements a été faite selon la méthodologie *MBP6* en partenariat avec la BCC, la Direction de la Douane et l'Institut National de la statistique (INS) ; (ii) une recommandation a été formulée concernant la révision des importations du fret en exploitant la relation CAF/FAB rapportée dans les déclarations douanières et des importations de services de location–exploitation en identifiant les entreprises importatrices de biens de capital employés dans l'exploitation minière et pétrolière; (iii) l'analyse de la nouvelle base de données des importations et de leurs paiements déclarés à la BCC a été effectuée afin d'établir la méthodologie d'estimation des crédits commerciaux, bien que les résultats ne soient pas encore concluants; (iv) une révision de l'enregistrement du service de la dette en utilisant les statistiques de la dette extérieure établies par la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) a été effectuée. (v) des nouvelles sources de données utiles à assurer la cohérence entre les statistiques

monétaires et les SSE ont été développées. Finalement, la mission a mis à jour le Plan d'action à suivre par la BCC en 2025 et 2026.

Tchad

Appui à l'élaboration et la diffusion des SSE

L'appui de cette mission d'AT avait pour objectif l'élaboration et la diffusion annuelle et trimestrielle des statistiques de la BdP et de la PEG, qui accusaient un retard depuis l'année 2016. Jusqu'à présent, le Tchad ne publie pas les statistiques de la PEG. Les principaux résultats de la mission ont été i) la révision et l'établissement des statistiques annuelles et trimestrielles de la BdP et de la PEG des années 2016-2022, données qui devront être publiées en décembre 2024; (ii) l'établissement de la méthodologie d'estimation des transactions et des positions du secteur pétrolier, en particulier en ce qui concerne le principal opérateur pétrolier; et (iii) l'enregistrement des statistiques de la dette extérieure en selon le principe des droits constatés. Des efforts supplémentaires sont encore nécessaires pour assurer la qualité des statistiques de la dette extérieure du Tchad.

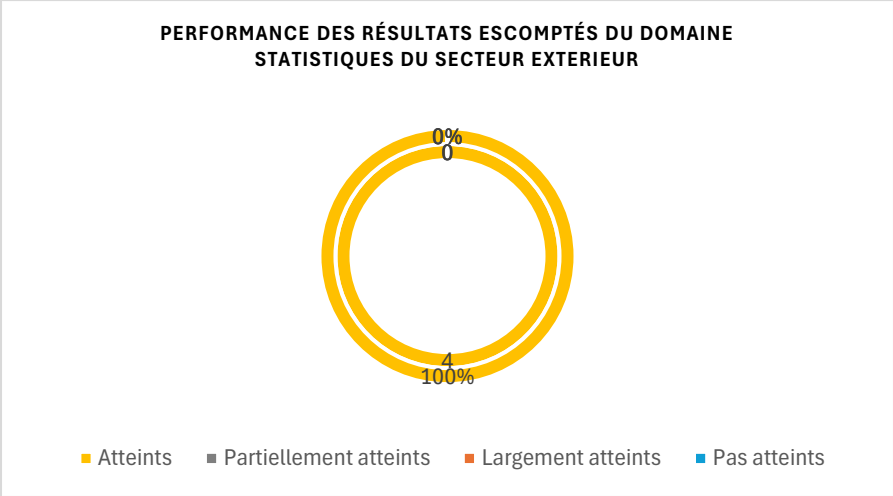
Séminaires et ateliers régionaux

Séminaire régional sur "La construction des statistiques du commerce international de biens à partir des données douanières et des enquêtes, méthodologie de la BdP, FMI, sixième édition"

Le but de ce séminaire en synergie avec les experts dans les domaines des douanes et des statistiques du secteur réel d'AFC était de fournir aux participants une connaissance suffisante des sources de données et la méthodologie de compilation des statistiques du commerce international de biens selon la méthodologie de la BdP, la cohérence entre les SSE et celles du secteur réel (comptes nationaux) et l'importance des déclarations douanières comme source d'information ou de validation des enquêtes auprès des entreprises. Le séminaire a aussi abordé les meilleures pratiques de compilation du commerce informel. Il a permis aux participants d'avoir une compréhension approfondie du cadre conceptuel du commerce international des biens et les a encouragés à revoir les pratiques de compilation actuelles et à les améliorer en tenant compte de nouvelles sources de données. En outre, l'impact positif d'une collaboration étroite entre les banques centrales, les bureaux de douane et l'Institut national de la statistique a été mis en avant comme un mécanisme pour améliorer la cohérence des statistiques du commerce des biens.

Gestion axée sur les résultats

On dénombre 4 résultats escomptés qui ont été totalement atteints pour le compte de l'année fiscale 2025.



Source : CDMAP, estimations des services d'AFRITAC Centre

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	Sao Tome et Principe (mai 19-30, 2025)	Renforcer la compilation, la qualite et la diffusion des BOP/IIP - BOP	Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à l'accomplissement du plan d'action accorde avec la mission de 2024. Une attention particulière sera portée à l'amélioration de la couverture et de la methodologie de compilation des investissements directs, de la cohérence globale de la balance des paiements et de la position exterieure globale ainsi que evaluer les causes et les solutions du haut niveau des erreurs et omissions. La methodologie de compilation des reserves internationales sera aussi abordee ainsi que coherence des SSE et des statistiques monetaires.	Sur site	1	1	1	0
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	Gabon (juillet 7-18 2025)	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/IIP - BOP	1. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 2. Améliorer la périodicité, la regularite de compilation et la cohérence des ESS, principalement celles liées à l'activité pétrolière ; 3. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'assistance technique précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	1	1	1	0
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	Tchad (aout 18-29)	Renforcer la compilation, la qualite et la diffusion des BOP/IIP - BOP	1. Améliorer la périodicité, la regularite de compilation et la cohérence des ESS ; 2. La base méthodologique des statistiques suit les normes, lignes directrices ou bonnes pratiques internationalement acceptées.3. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 4. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'AT précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.Attention particulaieres sea donnee a la qualite et couverture des statistiques du commerce de biens	Sur site	1	2	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	Burundi (juillet 28-août 8, 2025)	Renforcer la compilation, la qualité et la diffusion des BOP/IIP - BOP	Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à l'accomplissement du plan d'action accordé avec la mission de 2024. Une attention particulière sera portée à l'amélioration de l'estimation des investissements directs, de la compilation des statistiques de la dette extérieure, de l'estimation des crédits commerciaux, de l'amélioration de la qualité des statistiques du commerce des biens et des services, et de façon générale, de la cohérence globale de la balance des paiements et de la position extérieure globale.	Sur site	1	2	1	0
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	République centrafricaine (septembre 7 - 19, 2025)	Renforcer la compilation, la qualité et la diffusion des BOP/IIP - BOP	La mission vise à renforcer les capacités techniques et à améliorer la qualité des statistiques du secteur extérieur (ESS). Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à l'accomplissement du plan d'action accordé avec la mission de 2024. La mission contribuera à l'examen des statistiques préliminaires de la balance des paiements de 2024, en particulier l'établissement des statistiques sur les services, les importations de biens, la dette extérieure et les investissements directs étrangers, et elle contribuera à la diffusion des ESS.	Sur site	1	2	0	1
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	République démocratique du Congo (octobre 6-17, 2025)	Renforcer la compilation, la qualité et la diffusion des BOP/IIP - BOP	Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à l'accomplissement du plan d'action accordé avec les missions de 2024 et d'avril 2025. Une attention particulière sera portée à l'amélioration des statistiques du commerce de biens et des services, de l'estimation des investissements directs, de la compilation des statistiques de la dette extérieure, de l'estimation des crédits commerciaux, et de façon générale, de la cohérence globale de la balance des paiements et de la position extérieure globale.	Sur site	1	2	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques du secteur extérieur	Guinee Equatoriale (novembre 3 -7, 2025)	Renforcer la compilation, la qualite et la diffusion des BOP/IIP - BOP	Bref mission de presentation du noiuveau LTX et continuation des travaux de mise en oeuvre du plan d'action accorde avec les missions precedentes de 2024.	Sur site	2	3	0	1
Statistiques du secteur extérieur	Guinee Equatoriale (fevrier 2-13, 2026)	Renforcer la compilation, la qualite et la diffusion des BOP/IIP - BOP	Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à l'accomplissement du plan d'action accorde avec les missions de 2024. Une attention particulière sera portée à l'amélioration des statistiques du commerce de biens et des services, de l'estimation des investissements directs,de la compilation des statistiques de la dette exterieure, de l'estimation des credits commerciaux, et de facon generale, de la cohérence globale de la balance des paiements et de la position exterieure globale.	Sur site	2	4	0	1
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	Cameroun	Renforcer la compilation, la qualite et la diffusion des BOP/IIP - BOP	Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à l'accomplissement du plan d'action accorde avec la mission de 2025. Une attention particulière sera portée à l'amélioration des statistiques du commerce de biens, notamment du commerce informel, des services, de l'estimation des investissements directs en incorporant les etats finnanciers des entreprises,de la compilation des statistiques de la dette exterieure, et de facon generale, de la cohérence globale de la balance des paiements et de la position exterieure globale.	Sur site	2	3	1	0



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**Centre Régional de Développement des
Capacités pour l'Afrique Centrale**



GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Contribuer à une meilleure gestion de la dette publique

ANNEXE 4

REALISATIONS 2025 – PROGRAMME DE TRAVAIL 2026

Mai 2025

Introduction

Le domaine gestion de la dette publique fait partie des 13 domaines couverts par AFRITAC Centre. L'assistance technique dans ce domaine est destinée aux pays membres d'AFRITAC Centre et aux institutions régionales de la zone. Les financements des activités de la gestion de la dette publique proviennent du mécanisme Debt Management Facility (DMF) du Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale. L'appui technique apporté dans ce domaine vise une bonne gestion de l'endettement notamment la réduction du coût de l'endettement, le maintien du risque dans le portefeuille de la dette publique à un niveau acceptable et une aide au développement du marché des titres publics.

Encadré

*Financement du programme de travail en gestion de la dette publique par le mécanisme
Debt Management Facility (DMF)*

Debt Management Facility (DMF) – Mécanisme de gestion de la dette
Domaine d'intervention : Gestion de la dette publique
Contributeurs : Commission européenne, Banque africaine de développement, Autriche, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Russie, Grande Bretagne, Japon
Année de lancement : 2008
Le mécanisme de gestion de la dette (DMF) est un fonds fiduciaire conjoint multi-donateurs entre le FMI et la Banque mondiale. Lancée en 2008, le FMI ayant rejoint sa deuxième phase en 2014. Forte du succès de la phase II, la troisième phase du DMF III a été lancée en avril 2019.
L'objectif du DMF III est de renforcer la gestion de la dette afin de réduire les vulnérabilités liées à la dette et d'améliorer la transparence de la dette. DMF III fournit des conseils personnalisés sur la gestion de la dette souveraine à travers la conception et l'application d'outils analytiques, la fourniture de services de conseil personnalisés, des formations, des webinaires et l'apprentissage entre pairs.
Le DMF assiste 84 pays (dont la majorité se trouvent en Afrique) dans un large éventail d'activités, notamment : l'amélioration de la gouvernance et des institutions, l'amélioration de la stratégie et des politiques, le développement des marchés de la dette et l'amélioration de la transparence de la dette.

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

I. Réalisations de l'année fiscale 2025

Le taux d'exécution au premier semestre se situe à 100%, soit 7 activités réalisées pour 7 prévues. Au second semestre, il se situe à 78,57% et 85,71% au niveau annuel.

Tableau 1. Exécution du programme au cours de l'année fiscale (Mai 2024 – Avril 2025)

Activités prévues pour l'année fiscale 2025	Activités réalisées pour le premier semestre	Activités réalisées pour le second semestre	Activités réalisées au cours de l'année fiscale	Taux d'exécution annuelle
21	7	11	18	85,71%

Réalisations

Burundi

- ❖ Appui au renforcement des capacités en matière d'élaboration et de mise en œuvre d'un plan annuel de financement et du calendrier d'émission de titres publics (du 07 au 16 avril 2025)

La mission avait pour objectif de renforcer les capacités des services de la Direction de la Dette et de la Trésorerie en matière d'élaboration de calendrier d'émission cohérent avec la stratégie de dette retenue à l'aide de l'outil analytique de Plan Annuel de Financement (PAF) développé conjointement par le FMI et la Banque mondiale. La mission a (i) corrigé plusieurs insuffisances dans l'approche actuelle des autorités en matière de préparation des émissions ; (ii) formé les participants aux étapes nécessaires à la conception et à la mise en œuvre d'une approche efficace ; (iii) exhorté les autorités à préparer un nouveau calendrier d'émission et à en discuter avec les principaux investisseurs avant sa publication.

- ❖ Elaboration du manuel de procédures de gestion des opérations de de la dette publique (du 16 au 27 septembre 2024)

Cette mission a fourni une assistance technique (AT) portant sur l'élaboration d'un manuel de procédures de gestion des opérations de la dette. Elle a permis de recenser les principales activités de gestion de la dette publique réalisées actuellement et celles susceptibles de l'être prochainement dans le but de renforcer la gestion des finances publiques en général et celles liée à la dette publique en particulier. Cela a permis de décrire les séquences de tâches à exécuter pour chaque activité de gestion de la dette publique tout en faisant des suggestions pour améliorer l'efficacité et atténuer les risques qui ne sont pas bien gérés actuellement. Il a également été une opportunité de discuter des mesures d'appropriation et d'internalisation du manuel de procédures pour en faciliter la mise en œuvre, le suivi et la mise à jour.

Cameroun

- ❖ Renforcement des capacités en gestion du risque du portefeuille de la dette publique (du 03 au 07 février 2025)

Au cours de la mission, plusieurs présentations ont été réalisées, abordant notamment l'analyse des risques et la conduite de tests de résistance sous différentes hypothèses de taux du marché. Les participants ont également exploré l'identification des risques dans le portefeuille de la dette publique ainsi que les différentes approches de gestion des risques de marché, avec un accent particulier sur le risque de refinancement. Par ailleurs, des méthodes d'évaluation du compromis coût-risque des opérations de gestion du passif ont été présentées.

Congo (République du Congo)

- ❖ Formation de renforcement des capacités en matière d'élaboration de Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) du 24 juin au 04 juillet 2024

La mission avait pour objectif de renforcer les capacités des services de la Direction de la Dette et de la Trésorerie en matière d'élaboration de calendrier d'émission cohérent avec la stratégie de dette retenue à l'aide de l'outil analytique de Plan Annuel de Financement (PAF) développé conjointement par le FMI et la Banque Mondiale. La mission a (i) corrigé plusieurs insuffisances dans l'approche actuelle des autorités en matière de préparation des émissions ; (ii) formé les participants aux étapes nécessaires à la conception et à la mise en œuvre d'une approche efficace ; (iii) exhorté les autorités à préparer un nouveau calendrier d'émission et à en discuter avec

les principaux investisseurs avant sa publication.

- ❖ Appui à l'élaboration du manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique (du 21 au 30 octobre 2025)

La mission avait pour objectif de mettre à jour le manuel de procédures de gestion des opérations de la dette de la République du Congo en fournissant des conseils sur les processus opérationnels pour le personnel impliqué dans lesdites opérations. L'appui a (i) recensé les principales activités de gestion de la dette publique ; (ii) décrit les séquences de tâches à exécuter pour chaque activité de gestion de la dette ; et (iii) discuté des mesures d'appropriation et d'internalisation du manuel de procédures pour en faciliter la mise en œuvre, le suivi et la mise à jour.

Gabon

- ❖ Formation sur l'Audit de la gestion de la dette Publique (du 21 au 25 avril 2025)

Cette mission de formation a permis de renforcer les capacités des cadres de la Direction Générale de la Dette Publique sur les principes et processus d'Audit de la dette publique. Elle a couvert les objectifs et procédures d'audit, l'analyse et l'évaluation des risques, le système d'enregistrement, les fonctions de gestion de la dette ainsi que la rédaction du rapport d'audit et du plan d'action post-audit.

Guinée équatoriale

- ❖ Formation sur les concepts de base en gestion de la dette (du 21 au 25 avril 2025)

Ce programme de formation a permis de renforcer les connaissances du personnel de la Caisse Autonome d'Amortissement sur les concepts fondamentaux relatifs à la dette publique ainsi que sur les principaux indicateurs clés. En outre, il a approfondi leur compréhension des cadres institutionnels et de gouvernance de la gestion de la dette, de la structure organisationnelle d'un bureau de gestion de la dette, ainsi que des interconnexions entre la politique de gestion de la dette, la politique de gestion de trésorerie, la politique budgétaire et la politique monétaire. La formation s'est déroulée sous forme d'exposés, d'exercices pratiques et d'échanges de vues.

République Centrafricaine

- ❖ Appui à l'élaboration de la SDMT (du 29 avril au 09 mai 2024)

La mission a dispensé une formation sur l'application du cadre de la SDMT et l'interprétation des résultats de l'Outil analytique aux membres de la Commission technique du Comité national de la dette publique (CNDP) récemment relancé. En outre, elle a comblé les lacunes des pratiques actuelles des autorités en matière de conception de leur SDMT et a fourni des orientations pour l'élaboration et la mise en œuvre réussies de la stratégie de gestion de la dette. La mission a souligné l'importance de données précises sur la dette pour une bonne élaboration des stratégies. La mission a également montré aux participants comment la SDMT peut être utilisée pour éclairer les stratégies d'apurement du stock des arriérés de la dette.

- ❖ Renforcement de la coordination entre la gestion de la trésorerie et gestion de la dette de l'Etat (du 05 au 15 novembre 2024)

La mission en synergie a permis de (i) évaluer les modalités de coordination de la gestion de la trésorerie et de la dette, (ii) renforcer l'efficacité de ces deux fonctions clés de façon à réduire les risques de génération de nouveaux arriérés de paiement, et (iii) améliorer le reporting de la dette, tant en comptabilité générale que dans le TOFE. Cette mission est organisée conjointement par les Départements des finances publiques (FAD), des Marchés de Capitaux (MCM) et des Statistiques (STA) du FMI

- ❖ Appui à l'élaboration du manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique (du 16 au 27 septembre 2024)

La mission avait pour objectif d'assister la Direction de la Dette Publique et du Portefeuille de l'Etat (DDPE) et les membres de la Commission Technique du Comité national de la Dette Publique (CT/CNDP) à élaborer un manuel de procédures qui servira de guide pour la réalisation des opérations de gestion de la dette publique. L'appui a (i) recensé les principales activités de gestion de la dette publique ; (ii) décrit les séquences de tâches à exécuter pour chaque activité de gestion de la dette ; et (iii) discuté des mesures d'appropriation et d'internalisation du manuel de procédures pour en faciliter la mise en œuvre, le suivi et la mise à jour.

- ❖ Formation sur les concepts de base en gestion de la dette (du 14 au 18 avril 2025)

Ce programme de formation vise à renforcer les connaissances des nouveaux membres du personnel sur les concepts fondamentaux relatifs à la dette publique ainsi que sur les principaux indicateurs budgétaires et de dette. En outre, il vise à approfondir leur compréhension des cadres institutionnels et de gouvernance de la gestion de la dette, de la structure organisationnelle d'un bureau de gestion de la dette, ainsi que des interconnexions entre la politique de gestion de la dette, la politique de gestion de trésorerie, la politique budgétaire et la politique monétaire. La mission a formé les cadres de la Direction de la dette sur les concepts de base de la gestion de la dette publique. La formation était organisée en exposés, exercices pratiques et un échange de vues.

République Démocratique du Congo

- ❖ Développement du marché des titres publics de la RDC (du 03 au 14 mars 2025)

La mission a soutenu les autorités du ministère des Finances dans l'identification des facteurs entravant le développement du marché de la dette intérieure et dans l'élaboration d'un plan d'action visant à approfondir ce marché. Elle a également recueilli les avis du Comité des Titres de la Dette Publique Intérieure, CTDPI, des banques commerciales, de la Banque centrale, des fonds de pension, des compagnies d'assurance et de leur organisme de régulation.

Tchad

- ❖ Renforcement de la coordination entre gestion de la trésorerie et gestion de la dette (du 25 novembre au 06 décembre 2024)

Cette mission conjointe FAD/MCM a permis de (i) sensibiliser les cadres de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) aux modalités de mise en œuvre d'une gestion active de la trésorerie ainsi que son lien avec la gestion de la dette via l'organisation d'un séminaire d'une semaine financé par la Banque Africaine de Développement, (ii) définir un plan d'action afin de développer les fonctions de gestion de trésorerie et de gestion de la dette au sein de la DGTCP.

BEAC

- ❖ Diversification de la base des investisseurs

Cette mission a permis de faire le point sur l'inventaire, la taille, la structure et la diversité des investisseurs institutionnels en zone CEMAC et la taille de leurs investissements dans les valeurs du Trésor des Etats de la zone; aider à l'identification des obstacles qui empêchent les investisseurs institutionnels de participer plus activement au marché des valeurs du Trésor et fournir des conseils sur les initiatives qui peuvent accroître la participation des investisseurs institutionnels au marché des valeurs du Trésor

Séminaires, ateliers et cours régionaux

- ❖ Séminaire conjoint AFC et AFW sur la politique d'endettement et de gestion de la dette publique (du 14 au 18 juillet 2024)

L'objectif de ce séminaire inter-régional était de faire le point sur la mise en œuvre des Règlements relatifs au cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les États membres et de discuter des éventuelles améliorations à y apporter. Le thème de ce séminaire était axé sur le cadre de référence de la politique d'endettement et de gestion de la dette publique dans les États membres de la CEMAC et de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) : bilans et perspectives. Le séminaire a permis d'échanger sur : (i) les meilleures pratiques en matière de politique d'endettement et de gestion de la dette publique, (ii) l'état de mise en œuvre du Règlement N° 12/07-UEAC-186-CM-15 dans chaque État membre et les défis rencontrés, (iii) les points d'attention et enfin, (iv) les dispositions pouvant faire l'objet d'amélioration. Ce cadre d'échanges a été également une occasion de partager les expériences sur des pratiques en matière de gestion de la dette et des défis que rencontrent les gestionnaires de la dette dans leurs pays respectifs.

- ❖ Séminaire conjoint AFC et AFW sur les instruments de financement ESG (du 17 au 21 février 2025)

AFRITAC Central (AFC) et AFRITAC West (AFW) ont organisé un atelier régional conjoint à Saly, au Sénégal, du, afin de familiariser les gestionnaires de la dette des pays membres, ainsi que du Rwanda et des Seychelles, avec le processus d'émission de financement souverain en matière d'Environnement, Social et Gouvernance (ESG) et les échanges dette-développement (DDS). Quarante-trois (43) participants issus de 21 pays de la région ont été sensibilisés aux questions de planification, d'exécution et de reporting liées aux ESG et aux DDS. Les pays ayant déjà utilisé ces instruments dans leur stratégie de gestion de la dette ont partagé leurs expériences et les défis rencontrés. Les autres participants ont apprécié l'opportunité d'apprendre de leurs pairs.

Participation à d'autres missions

- ❖ Participation à la 10ème session du Cadre permanent de concertation des trésors publics de la CEMAC (CPC-TP_CEMAC) (du 04 au 07 juin 2024)

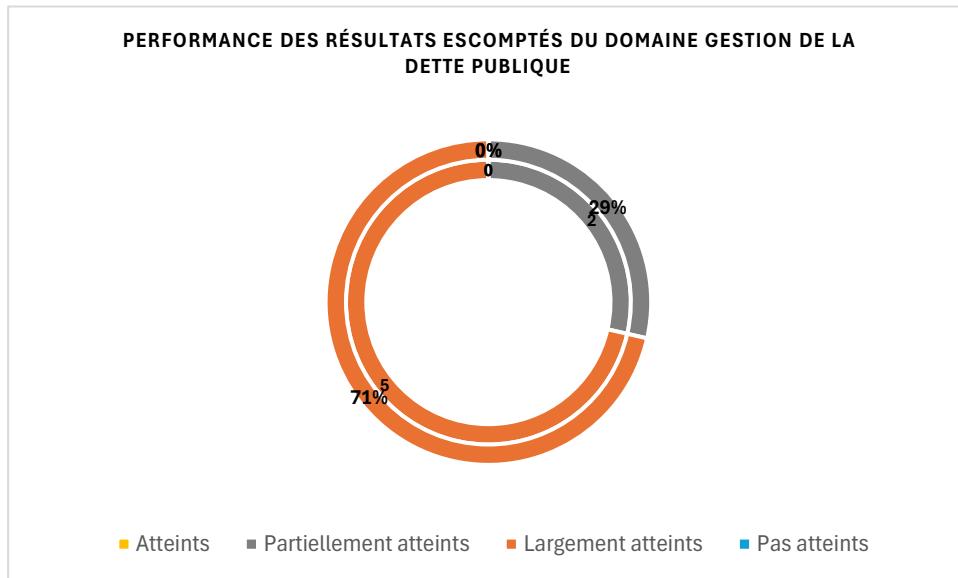
Cette rencontre annuelle permet aux différentes Direction du Trésor de la CEMAC d'échanger sur les grands enjeux liés au développement du marché régional de valeurs du Trésor. Le conseiller en charge de la dette publique a présenté la problématique de renforcement des capacités et de la coopération avec les partenaires techniques et financiers. Le conseiller en charge de la comptabilité publique et du contrôle de gestion est intervenu sur la thématique des risques budgétaires.

- ❖ Participation à la 12ème session du Cadre permanent de concertation des trésors publics de la CEMAC (CPC-TP_CEMAC) (du 03 au 05 septembre 2025)

Une mission d'AFRITAC Central (AFC) a participé à distance à la 12^e réunion des Trésoreries nationales des pays de la CEMAC. Les discussions ont porté sur l'amélioration de la transparence et de la gouvernance financière du marché obligataire régional afin de diversifier la base des investisseurs.

II. Gestion axée sur les résultats

A la fin de l'année fiscale 2025, on dénombre 7 résultats escomptés pour le domaine gestion de la dette publique dont 2 (soit 29%) ont été partiellement atteints et 5 (soit 71%) largement atteints.



Source : CDMAP, estimations des services d'AFRITAC Centre

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Gestion de la dette publique	BEAC	14 ieme Rencontre CPC-TP CEMAC	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Sur site	1	1	1	
Gestion de la dette publique	BEAC	15 ieme Rencontre CPC-TP CEMAC	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Sur site	1	2	1	
Gestion de la dette publique	BEAC	Seminaire Interregional sur la SDMT (Pole Dette BCEAO/BEAC/BCC)	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	1	
Gestion de la dette publique	BEAC	16 ieme Rencontre CPC-TP CEMAC	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Sur site	2	3	1	
Gestion de la dette publique	BEAC	17 ieme Rencontre CPC-TP CEMAC	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Sur site	2	4	1	
Gestion de la dette publique	BEAC	Dynamisation du marche secondaire	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Sur site	2	1	1	1
Gestion de la dette publique	Burundi	Formation au cadre de viabilite de la dette - LIC-DSF	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	2	4	1	1
Gestion de la dette publique	Burundi	Plan annuel de financement et calendrier d'emission	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	1	1	1
Gestion de la dette publique	Congo	Elaboration de la SDMT	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	1	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Gestion de la dette publique	Congo	Backoffice Operations	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	2	3		
Gestion de la dette publique	Congo	Gestion des risques du portefeuille de la dette	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	1	1
Gestion de la dette publique	Gabon	Formation sur les marchés financiers	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Sur site	2	2		
Gestion de la dette publique	Gabon	Formation a l'audit de la gestion de la dette publique	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	2	3	1	1
Gestion de la dette publique	Guinée Equatoriale	Cadre organisationel de la Caisse Autonome d'Amortissement	Mettre en place un cadre légal et institutionnel approprié	Sur site	2	2		2
Gestion de la dette publique	Guinée Equatoriale	Appui à la formulation de la SDMT	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2		2
Gestion de la dette publique	Republique Centrafricaine	Reporting de la dette et relation investisseurs	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	2	4	1	1
Gestion de la dette publique	Republique Centrafricaine	Plan annuel de financement et calendrier d'emission	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	1	1
Gestion de la dette publique	Republique Centrafricaine	Analyse des offres de financement, PPP et garanties	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	2	2	1	1
Gestion de la dette publique	Republique Democratique du Congo	Appui à la formulation de la SDMT	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	1	1	1
Gestion de la dette publique	Republique Democratique du Congo	Formation au cadre de viabilité de la dette - LIC-DSF	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	2	4	1	1
Gestion de la dette publique	Tchad	Plan Annuel de Financement	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	1	1
Gestion de la dette publique	Tchad	Fondamentaux en gestion de la dette publique	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	1	1	